

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Géopolitique et stratégie

N° 471 du 20.07

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré à part

Hanieyeh leader de Hamas: Les juifs ne sont pas des ennemis..."

Le bobard du « vol du résultat »

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

1-1 Khaled Amayreh : Une implosion en préparation.

1-2 Haniyeh : Pas de solution sans dialogue.

1-3 Marie Nassif-Debs : Analyse objective du discours de Barak Obama : « La paix » construite sur l'oppression.

1-4 Pierre Rousselin : [Les raisons de l'entente Sarkozy-Nétanyahou.](#)

1-5 Pierre Barbancey : Les pressions s'accroissent sur Netanyahou.

1-6 Israël et les puissances occidentales ont investi dans la protection des privilèges et de l'injustice.

2 Annexe

2-1 Gilad Atzmon : Le syndrome de stress pré-traumatique – Un aperçu de la psychose collective israélienne.

2-2 Khalid Amayreh : Chabad ou La moralité génocide juive.

2-3 La Mythique « communauté internationale ».

2-4 La famille Bush, les fabricants de guerres.

2-5 Henry Ford et l'antisémitisme.

2-6 Qui est Léon Blum.

Tiré à part

Hanieyeh leader de Hamas: Les juifs ne sont pas des ennemis..."

Salam,

Pour votre information et pour contrer ces désinformations diabolisant concernant le "Hamas", "une" des
composantes de la "résistance palestinienne" et élue démocratiquement par une écrasante majorité des

palestinienne du Gaza dans une des élections les plus légitimes et démocratique, avec un taux de participations les plus élevé dans les dernières décennies dans le monde!

Un mouvement de résistance et des patriotes qu'on peut ne pas partager certaines de ses éléments idéologiques, mais ne mérite pas certes de faire partie de la "Liste des groupes terroristes" du Washington, de l'Union Européenne, du Canada et ...d'autres États et dirigeants "véritablement terroristes et terrorisants"...

En passant, je vous rappelle que jusqu'à récemment, Nelson Mandela, entre autre le Prix Nobel de la paix et un des plus grands politiciens du 2em moitié de 20em siècle, faisait partie de la liste "des terroristes" du Washington, et interdit de rentrer aux Etats-Unis!

Madame Condoliza Rice, avant le départ de son administration il y a quelques mois, a promis de changer cette situation au moins qu'on puisse dire "honteuse".

Mais j'espère qu'elle ne l'a pas fait!

Il faut que ces preuves de "démagogie, de tromperie et de criminalité" des bandits criminels comme George w. Condoliza et des autres restent afin qu'on n'oublie pas qui nous gouverne et comment...

Avec amitié.

Amir M. Maasoumi

Le bobard du « vol du résultat » : Un commentaire posté par Chérif Boudelal sur notre blog à la suite de la note n°3 - dossiers d'Iran - n°3 du 16-07 - : Début - : le bobard du « vol du résultat » :

"Il suffit de comparer entre les élections en Palestine, au Vénézuéla, au Liban et en Iran, et analyser les réactions des USA et de leurs alliés, pour ne pas dire leurs valets, pour mieux comprendre la mascarade « démocratique » occidentale.

En Palestine, ils ont boycotté le gouvernement parce qu'il ne marche pas sous leurs pieds. Au Vénézuéla les élections ne sont pas démocratiques pour eux, et ce malgré la confirmation des observateurs internationaux, car Chavez leur tient tête.

Au Liban, ils ont boycotté le président Émile Lahoud, pourtant élu démocratiquement, alors qu'ils ont soutenu pendant trois ans le gouvernement fantoche de Fouad Sinora, pourtant considéré par la constitution illégitime puisque celle-ci stipule que lorsque le tiers des députés font défaut le gouvernement est automatiquement dissout, et c'était le cas.

Les élections présidentielles en Iran sont considérées par ces donneurs de leçons de la « démocratie » comme « truquées », avec 11 millions d'écart entre les deux principaux candidats, et ce sans aucune preuve ! Enfin, ces donneurs de leçons de l'UE appellent à revoter là où le « Oui » l'a emporté lors des référendums sur le projet européen !

Avec toutes ces données on peut avoir une idée sur ces « démocraties » dites occidentales.

Avec toutes ces mascarades ces « démocraties » sont disqualifiées de parler de la démocratie chez les autres, même si on peut supposer qu'il y a eu des falsifications de votes dans ces pays du tiers-monde.

Chérif BOUDELAL"

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr: La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

1-1 Khaled Amayreh : Une implosion en préparation.

En dépit d'une forte opposition du Comité Exécutif du Fatah, le président de l'Autorité Palestinienne Mahmoud Abbas a décidé de réunir le congrès central du Fatah en Cisjordanie la première semaine d'août.

La décision, prise sans consultation des plus anciens dirigeants du Fatah, a déjà généré beaucoup de tension et de confusion au sein du mouvement, faisant craindre que le Fatah soit victime de possibles fragmentation et désintégration.

Farouk Kaddumi, qui passe pour être le numéro 2 au Fatah, a qualifié la décision d'Abbas de « *grave et illégale* ». Kaddumi a prévenu qu'il pourrait organiser un congrès Fatah alternatif à l'étranger, si Abbas poursuivait son projet de tenir le congrès attendu depuis longtemps « *sous la protection de l'occupation israélienne.* »

Il a de plus déclaré qu'il était parfaitement illogique qu'un mouvement de libération tienne sa conférence la plus importante à l'ombre des tanks israéliens. « *C'est une contradiction scandaleuse.* »

Kaddumi et ses alliés, pour la plupart vivant à l'étranger, argumentent qu'Israël, qui occupe et contrôle le moindre recoin de Cisjordanie, aura le dernier mot sur qui sera autorisé à assister au congrès, s'il se réunit à Ramallah ou à Bethléem.

Toutefois, les réelles inquiétudes du camp de Kaddumi, c'est qu'Abbas et ses alliés, des gens comme Mohamed Dahlan, essaient de manipuler les listes des membres admis à participer à la conférence, de manière à assurer une majorité de soutien à leur ligne politique, à savoir que le processus de paix en cours avec Israël est la seule option pour les Palestiniens, et que ces derniers doivent faire des concessions douloureuses au nom de leur Etat. Abbas aurait mis en garde Kaddumi contre une perturbation des préparatifs de tenue de la conférence en

Cisjordanie, menaçant de « l'isoler » ou de « le révoquer s'il ne se comportait pas correctement. »

Abbas, exaspéré par l'échec du Fatah à tenir sa conférence (le dernier congrès du Fatah s'est tenu à Alger il y a 20 ans), a dit au comité exécutif du Fatah qu'il était insupportable de reporter la réunion de la conférence pour la énième fois parce que « nous sommes devenus la risée et notre peuple ne nous prend plus au sérieux. »

« C'est maintenant ou jamais, » aurait dit Abbas au comité exécutif du Fatah.

En dépit de la décision d'Abbas de réunir la convention du Fatah en Cisjordanie, plusieurs nœuds doivent être dénoués pour que la convention se poursuive sans entrave.

D'abord, les délégués Fatah à la conférence de la Bande de Gaza ne peuvent pas se rendre en Cisjordanie. Pour résoudre ce problème, Abbas a demandé au président syrien Bashar al-Assad, lors de sa récente visite à Damas, de faire pression sur le Hamas pour qu'il autorise les membres Fatah participant à la conférence à pouvoir quitter la Bande.

Toutefois, on ne sait pas encore si le Hamas acceptera, en particulier à cause de l'échec de la dernière session de pourparlers de réconciliation nationale entre le mouvement islamique et le Fatah.

De plus, la répression sévère et continue du Hamas par le gouvernement de Salam Fayyad soutenu par le Fatah à Ramallah, risque durcir davantage l'attitude du Hamas à cet égard.

Ensuite, même si le Hamas acceptait et autorisait les délégués Fatah à quitter la Bande de Gaza pour aller à la conférence, Israël aurait quand même le dernier mot pour décider qui entre et qui n'entre pas en Cisjordanie.

Il est vrai que les membres du Fatah quitteraient Gaza par le carrefour frontalier de Rafah sous contrôle égyptien. Cependant, cela fait longtemps qu'une politique israélienne d'empêchement des Gazaouis d'entrer en Cisjordanie depuis la Jordanie est en vigueur.

Les perspectives que les membres du Fatah de Gaza aient un accès facilité à la Cisjordanie restent donc un vrai problème qui devra être résolu pour que la conférence soit un succès.

Quelques sources palestiniennes ont laissé entendre que l'AP demanderait à l'administration Obama de faire pression sur Israël pour qu'il autorise les délégués de Gaza à la conférence à se rendre en Cisjordanie en passant par Israël.

Cependant, la perspective qu'Israël joue un rôle dans la tenue de la conférence pourrait très bien être utilisée par les opposants à Abbas pour saper la légitimité de la conférence.

Et puis il y a l'énorme tâche de faire venir les centaines de dirigeants Fatah basés en Jordanie, au Liban et en Syrie, en Cisjordanie pour qu'ils participent à la 6ème conférence.

Abbas a promis d'obtenir d'Israël, comme position de principe, les permis d'entrer en Cisjordanie pour ces membres du Fatah pour la plupart non alignés et opposés aux Accords d'Oslo.

Certains de ces membres sont cependant recherchés par Israël et risquent d'être arrêtés au moment même où ils mettront le pied en Cisjordanie.

De la même manière qu'il est peu vraisemblable qu'Israël souhaite voir quelques-uns de ses plus ardents ennemis venir en Cisjordanie pour saper et affaiblir son présumé partenaire de paix, à savoir Mahmoud Abbas. Abbas a signalé qu'il pourrait ne pas être candidat à la présidence de l'AP aux élections qui devraient avoir lieu en janvier 2010.

Mais il n'est pas certain que ces élections aient lieu à la date prévue, étant donné la scission toujours irrésolue avec le Hamas, qui contrôle la Bande de Gaza. Sans réconciliation nationale entre le Fatah et le Hamas, aucune élection ne pourra avoir lieu à Gaza.

De même que si le Fatah ne résout pas ses propres problèmes internes, et si Abbas persiste dans la tenue du 6ème congrès du Fatah en Cisjordanie sans résoudre au préalable les querelles avec ses opposants, il est tout-à-fait possible que le Fatah impose.

<http://tf1.lci.fr/infos/monde/moyen-orient/0,,4470581,00-la-pub-qui-fait-bloquer-.html>

1-2 Haniyeh : Pas de solution sans dialogue.

Ismaël Haniyeh, premier ministre palestinien, a confirmé que le dialogue national reste la seule route possible permettant la fin des conflits intérieurs et de l'état de division qui déchire la scène palestinienne.

Haniyeh a accordé une interview au journal Al-Ray (L'opinion), journal publié par le ministère palestinien d'informations, à Gaza, dimanche 12 juillet 2009. Notre Centre Palestinien d'Information (CPI) en a reçu une copie.

Haniyeh insiste à dire que le choix, le meilleur, pour toutes les factions palestiniennes est l'union pour préserver les droits du peuple palestinien.

Et pour ce qui est des conséquences de la guerre agressive israélienne menée contre Gaza sur le rendement du gouvernement, six mois après, Haniyeh dit que son cabinet a pu amortir beaucoup, dans un délai record. Armés d'une forte volonté, les ministres travaillent dans des conditions exceptionnelles très difficiles, conditions conséquences du blocus et de la guerre agressive israélienne menée contre Gaza et de beaucoup d'autres défis. Il saisit l'occasion pour saluer les ministres qui ont beaucoup fait, en dépit de toutes les difficultés. Il confirme la détermination de s'ouvrir sur toutes les composantes de la société palestinienne, politiques, tribus ou organisations civiles.

Le gouvernement adopte la stratégie de la résistance. En effet, la résistance n'est pas seulement représentée par le fusil et par l'obus, mais aussi par la culture et par l'identité. Nous ne mélangeons pas les étapes et nous nous rendons compte que nous sommes dans l'étape de la libération nationale. En tout cas, nous dirigeons un cabinet qui protège la résistance.

Puis Haniyeh adresse aux membres du Hamas plusieurs messages. Dans le premier, il leur demande de garder l'espoir de toute la Nation pour reprendre la sainte mosquée d'Al-Aqsa.

Dans le deuxième, il leur fait part de sa compréhension de tous leurs sacrifices, la taxe de la victoire à venir. Dans son troisième message, il leur demande de rester attachés aux éléments de la force : la foi en Allah (le Tout Puissant) en premier.

Puis Haniyeh exhorte le mouvement du Fatah à travailler avec eux pour reprendre les droits perdus du peuple palestinien et pour créer leur Etat.

Il n'y a de solution que par le dialogue et l'unité, dit Haniyeh, puisque la direction est unique : la ville d'Al-Quds et la sainte mosquée d'Al-Aqsa.

La première question

Le journal Al-Ray : Six mois après la guerre, quel regard portez-vous sur le rendement du gouvernement ?

Ismaël Haniyeh : Sans aucun doute, ces six mois sont différents des précédents. Ils viennent après une guerre, la plus agressive menée contre la bande de Gaza. L'occupation israélienne a dirigé tous ses feux sur tout ce qui est palestinien dans la bande de Gaza. Les occupants ont détruit les infrastructures, les ministères, les bâtiments des services de sécurité, les maisons civiles, les écoles, les maternelles, les universités, les arbres, les plantes, les rues, les réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone. Ils ont tout détruit, mais pour aussitôt fuir la Bande.

Une image bien sombre. Cependant, notre peuple palestinien a montré une résistance exceptionnelle pendant la guerre comme après. Les ministères ont repris leur travail comme avant et même mieux. Les ministres et les fonctionnaires ont travaillé sous des tentes ou dans des bâtiments des plus étroits. Avec les moyens du bord, vraiment limités, ils ont pu offrir leurs services au public.

Le domaine de la santé a connu des cas créatifs exceptionnels, en traitant surtout les blessés de la guerre agressive israélienne menée contre Gaza. Les ministères des affaires sociales, des travaux publics, des transports, des communications ont mis des efforts grandioses pour servir le public, d'une bonne façon, rapide. A titre d'exemple, des dizaines de rues ont été restaurées, bien que le goudron fût pratiquement inexistant. Mais les Palestiniens ont la bonne idée d'utiliser les petites pierres, un moyen pour dépasser les conséquences de la guerre.

Le gouvernement a pu, en un temps record, amortir beaucoup d'effets de l'agression et reprendre le travail, armé d'une volonté inébranlable.

Toutefois, nous admettons qu'il y a des ratés ici et là : les pressions sur le terrain sont trop fortes.

L'ouverture sur autrui

Le journal Al-Ray : Etes-vous satisfaits du rendement de vos ministres et des responsables des bureaux ?

Ismaël Haniyeh : Sûrement, nous avons une confiance totale en nos frères ministres, notamment du fait qu'ils travaillent dans des conditions exceptionnellement difficiles. Le blocus, l'agression, la guerre, l'état de division intérieure, les défis sont très nombreux. Malgré tout, les frères ministres tiennent le cap. Ils font des miracles, en dépit des peu de moyens qu'ils ont sous la main. Les ministères travaillent main dans la main, d'une façon jamais vue auparavant.

Le journal Al-Ray : La cause de la sécurité vous empêche de vous montrer en public assez souvent. Cela n'affecte pas la tâche du gouvernement ?

Ismaël Haniyeh : Jamais le premier ministre n'est absent de son travail, ni les ministres d'ailleurs. Il suit les affaires les plus minimes, et même dans les plus sombres moments et durant la guerre. Nous avons trouvé les moyens de continuer nos missions qui nous sont confiées par le peuple.

Le journal Al-Ray : La relation entre votre cabinet et le mouvement du Hamas, comment la voyez-vous ?

Ismaël Haniyeh : Notre gouvernement est ouvert à toutes les composantes de la société palestinienne : mouvements, partis, organisations privées, tribus.

C'est évident que le mouvement du Hamas possède une position particulière. Nous travaillons pour une complémentarité entre les composantes de la société et le gouvernement, au service de notre peuple. Il y a évidemment quelques différences entre le gouvernement et le mouvement. Ces différences viennent de la position de chacun. Toutefois, nous avons réussi à empêcher la fusion entre le gouvernement et le mouvement. Un équilibre s'établit, profitant de toutes les expériences et de tous les conseils, des conseils venant du Hamas ou d'autres factions nationales.

Créativité politique

Le journal Al-Ray : On croit que l'adoption de la résistance par le gouvernement sera un suicide politique. Qu'en dites-vous ?

Ismaël Haniyeh : Pas du tout, c'est une créativité politique. En fait, la résistance n'est pas seulement un fusil ou un obus explosif ; c'est une culture et une identité. Nous ne mélangeons pas les étapes. Nous vivons actuellement une étape de libération nationale. Nous dirigeons un cabinet qui défend le choix et le programme de la résistance pour arriver à la création de notre Etat, après la libération. Nous essayons de servir le public dans ses affaires quotidiennes, sans pour autant faire de concession politique. Notre gouvernement adopte toujours le projet de la résistance.

Les discours d'Obama et de Netanyahu

Le journal Al-Ray : Quelle est votre position sur les discours d'Obama et de Netanyahu ?

Ismaël Haniyeh : Il est clair que nous vivons une nouvelle phase politique différente des précédentes, aussi bien aux Etats-Unis qu'à l'intérieur de l'entité israélienne. En effet, le discours du président Obama exprime une volonté de pratiquer des changements dans les politiques de son pays, en ce qui concerne la région en général et

la question palestinienne en particulier. Ce qui nous intéresse, c'est que ces paroles se concrétisent afin de rendre à notre peuple palestinien ses droits et afin qu'il ait son Etat indépendant.

Nous avons parlé de façon positive du discours d'Obama et nous attendons qu'il se concrétise. Et nous avons confirmé ce que nous ne serions jamais un obstacle face à la sécurité, la stabilité et la paix dans la région.

Et pour ce qui est du discours de Netanyahu, il ne reflète que l'esprit sioniste qui refuse toujours de rendre aux Palestiniens leurs droits, même les plus minimales. Il affirme encore une fois l'échec de toutes ces politiques qui essaient de satisfaire l'ennemi et qui applique gratuitement les accords servant seulement sa sécurité. Et lui, par contre, refuse de reconnaître nos droits nationaux et continue de confisquer nos terrains, de judaïser la ville d'Al-Quds, de refuser le droit au retour, d'ignorer la loi internationale et humaine, de commettre plus de crimes et de guerres, de renforcer le blocus imposé sur notre peuple. Tout cela rend inutile l'application de la « feuille de route » et d'autres accords. Cette application ne sera qu'une mauvaise aventure qui vient à l'encontre des droits de notre peuple et de ses intérêts nationaux.

Le choix de l'union

Le journal Al-Ray : Abou Al-Abd (Ismaël Haniyeh) restera-t-il attaché au poste de premier ministre dans tous les cas ?

Ismaël Haniyeh : J'ai l'honneur de ce poste dont le peuple palestinien m'a chargé pour toute cette période. Et j'implore Allah (le Tout Puissant) pour qu'Il m'aide à assumer cette tâche de sorte qu'Il soit satisfait. J'espère pouvoir travailler dans l'intérêt de notre peuple, pour ses droits et ses principes. Nous considérons ce poste comme une charge et non comme un privilège. Certes, nous avons assumé nos responsabilités en travaillant main dans la main avec nos frères pour servir notre peuple. J'espère que Ismaël Haniyeh ne sera pas un jour un obstacle devant une réconciliation nationale. En effet, l'unité de notre peuple est plus importante que les individus. Ses intérêts sont plus importants.

que les noms. Allah (le Tout Puissant) sait bien que nous n'avons aucune envie d'aucun poste. Nous ne cherchons pas des privilèges pour nous-mêmes. Nous cherchons une bonne place pour notre peuple sur la carte politique du monde. Et il la mérite, cette place. Après toutes ses luttes et tous ses sacrifices. Il doit prendre son rôle naturel bafoué depuis des décennies.

Le journal Al-Ray : Comment voyez-vous l'avenir des relations nationales ?

Ismaël Haniyeh : Le meilleur choix pour tous les Palestiniens est l'union pour préserver les droits du peuple palestinien. C'est vrai qu'il y a des opinions et des tendances politiques diverses, je ne crois pas cependant qu'il y ait des divergences sur le droit palestinien ou sur l'objectif palestinien final. Etant donné que nous vivons sur la même terre, notre destin sera le travail commun et l'accord entre les différents programmes. En fin de compte, nous devons travailler comme une seule équipe afin que nous progressions face aux Sionistes ; la division politique ne fait que renforcer notre faiblesse. Par contre, cette division donne des points de force supplémentaires à nos adversaires qui appliqueront la règle : « diviser pour régner ». Nous sommes pleins d'espoir pour que la réconciliation, tant attendue par notre peuple, soit faite en préservant les principes et les droits de notre peuple ainsi que son choix de la résistance.

Le journal Al-Ray : Quel regard portez-vous sur les délégations venant rendre visite à Gaza, ces derniers temps ?

Ismaël Haniyeh : Nous considérons ces visites comme un pas positif pour briser le blocus. La visite de ces délégations, ces personnes, ces institutions, confirme combien ce blocus est injuste et combien le peuple palestinien est opprimé. C'est un message adressé à la communauté internationale lui demandant d'y mettre fin. Ces visites sont une confirmation de l'échec de la volonté d'isoler le peuple palestinien. C'est aussi un signe que la solidarité avec notre peuple est en augmentation et que la souffrance tout au long de toutes ces années a donné ses fruits. L'avenir le confirmera de plus en plus.

Double message

Le journal Al-Ray : Quel message aimeriez-vous adresser aux membres du mouvement du Hamas ?

Ismaël Haniyeh : En fait, ils sont plusieurs, les messages.

Le premier : Ce que vous avez semé commence à donner ses fruits. Vous êtes dans l'avant-garde du projet de la libération nationale de la reconstitution islamique. Tout le monde vous regarde. La nation a une bonne image de vous, alors continuez. Vous êtes l'espoir de cette Nation ; vous êtes l'avant-garde dans la route menant vers la sainte mosquée d'Al-Aqsa ; vers la grande dignité.

Notre deuxième message : Nous savons combien vous donnez de martyrs, de blessés et de captifs, mais nous savons aussi que c'est la taxe de ceux qui croient en la victoire à venir. Restez compréhensifs avec vos frères qui ont des opinions différentes des nôtres. Appliquez l'invocation du prophète (que la prière et la salutation d'Allah (le Tout Puissant) soit sur lui) : « Ô mon Seigneur ! Guide ma tribu ; ils sont ignorants ». La bienfaisance restera sur cette terre bénie.

Notre troisième message : Restez attachés aux éléments de la puissance. Le premier est la foi en Allah (le Tout Puissant), la piété. Evitez de le contrarier. Hissez loin l'étendard de l'islam. Sachez que celui qui cherche la dignité en dehors d'Allah (le Tout Puissant), Il le rabaisse. Sachez aussi que le monde d'ici-bas et sa force ne sont qu'une attirance négative. Et notre vraie force sera d'avoir la foi et de servir notre peuple. {Modeste envers les croyants, fiers envers les mécréants}(Sourate 5, verset 54). Enfin, soyez ascètes, le monde d'ici-bas vous sera obéissant.

Message au Fatah

Le journal Al-Ray : Et quel sera votre message adressé au mouvement du Fatah ?

Ismaël Haniyeh : Nous leur disons : Qu'Allah (le Tout Puissant) nous guide dans le bon chemin. Vous et nous sommes dans le même bateau, sur la même terre, la terre de la Palestine. C'est Lui qui rehausse et rabaisse qui

Il veut. Notre ennemi est commun. Nous devons alors travailler ensemble face à lui ; nous devons travailler main dans la main pour reprendre nos droits et installer notre Etat.

Nous leur disons : Dès le départ, nous avions dit qu'il n'y a pas de solution si ce n'est par le dialogue, par la coexistence des programmes différents, étant donné que l'orientation est la même. L'orientation nous est connue : la ville d'Al-Quds et la sainte mosquée d'Al-Aqsa et les droits de notre peuple. Cependant, chercher l'appui à l'étranger et mettre tout intérêt plus haut que l'intérêt de notre peuple n'ont aucune utilité. La manœuvre perfide ne joue que contre ses propres joueurs. Sachez que notre force réside dans notre union, union pour la Palestine et sa cause. Tout pari sur autre chose ne sera que jouer les intérêts et les droits de notre peuple ; les résultats auraient ainsi été connus d'avance : la perte.

Nous demandons au mouvement du Fatah l'union, qu'il en finisse avec ses différends, qu'il développe une position unique préservant les fondements du mouvement. Le Fatah est parti comme un mouvement de résistance, un mouvement de libération nationale, non un mouvement ébranlé par toutes les vagues, dirigé vers cette plage ou vers une autre. Le dialogue

Le journal Al-Ray : Où en est-on avec le dialogue ?

Ismaël Haniyeh : Nous croyons que le dialogue reste le seul moyen pour mettre fin à nos différences internes, pour en finir avec cet état de division. Nous avons tout fait pour réussir le dialogue, dès son premier round. Cependant, il y a deux problèmes principaux.

Le premier est de s'appuyer sur l'étranger et de céder aux pressions internationales : les conditions du Quartette, l'affaire des détenus politiques.

Le deuxième réside dans les bases avancées pour une solution. Par exemple, le mouvement du Fatah trouve que ce qui s'est passé à Gaza et ce qui s'est passé en 2007 sont les vrais problèmes. Il veut retourner à Gaza pour mettre fin à la division entre la Cisjordanie et la bande de Gaza. Cette idée ne mène à aucune solution. La bonne logique veut que l'on parle des problèmes existant avant et après le 14 juin 2007, des problèmes qui ont besoin de solutions afin que ce qui s'est passé ne se produise plus et afin de protéger la société palestinienne et son système politique sur la base de l'acceptation de l'autre, en croyant au travail commun.

Le journal Al-Ray : Regrettez-vous d'avoir participé aux élections et d'avoir constitué le gouvernement ?

Ismaël Haniyeh : Sans doute, il y a deux positions différentes. Nous entendons de temps à autre quelqu'un dire : Vous êtes un mouvement de résistance, que faites-vous avec la politique ?

De telles questions sont posées par deux genres de personnes. Le premier genre aime le mouvement. Il croit qu'en travaillant en politique, nous laissons tomber la résistance et nous perdons la tête. A ceux-là, nous confirmons que nous nous rendons compte que nous vivons dans une étape de libération nationale. Toutefois, nous devons assumer la tâche qui est de diriger la société et de défendre politiquement ses droits.

Heureusement, nous avons réussi dans les deux domaines, même sous le blocus. Nous avons pu assurer la couverture politique et officielle au programme de la résistance, stopper les séries de concessions. Il était naturel que nous travaillions dans la politique après avoir été choisis par la majorité de notre peuple.

Le deuxième genre utilise la même logique, mais seulement pour critiquer le mouvement, afin de dire qu'il a laissé tombé ses programmes, afin aussi de condamner ses positions politiques. A ceux-là, nous disons que nous sommes toujours dans la résistance. La politique ne nous change pas et ne peut changer nos positions.

L'abus de pouvoir

Le journal Al-Ray : Par la nature du travail de terrain, des erreurs inacceptables voient le jour. Comment traitez-vous de telles affaires ?

Ismaël Haniyeh : Sans aucun doute, celui qui ne travaille pas ne commet pas d'erreurs. Il y a certainement des fautes commises, involontairement. Elles concernent cependant l'application et non le programme.

Nous poursuivons tout abus de pouvoir. Plusieurs fonctionnaires ont été licenciés ou sanctionnés différemment. Nous ne permettrons aucun abus.

Pour cette raison, nous avons mis en place un bureau de plaintes. Il reçoit les plaintes du public, dans le conseil des ministres comme dans le ministère de la justice. Il tâche à rendre au citoyen son droit bafoué. Il y a également le bureau du contrôleur général du ministre de l'intérieur.

Enfin, nous implorons Allah (le Tout Puissant) afin qu'Il nous guide pour servir notre peuple, afin que nous restions dans la bonne pensée de notre Nation et notre peuple palestinien, afin qu'Il nous unifie, afin qu'Il guide nos semblables à ce qui nous amène le bien et la droiture dans ce bas monde comme dans l'au-delà.

15/07/2009

CPI

<http://www.palestine->

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7Irl5UeCmYRAV%2fr6fJ6AgYGf%2bPI Dz6AIGfRuVDkkuVnJYfQT9oL9uS9Av0tqWDGYQR4YxthR4IOPYAsKiTW8Kjsw%2fljTWsB7VfXhC03aoz2U%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7Irl5UeCmYRAV%2fr6fJ6AgYGf%2bPI Dz6AIGfRuVDkkuVnJYfQT9oL9uS9Av0tqWDGYQR4YxthR4IOPYAsKiTW8Kjsw%2fljTWsB7VfXhC03aoz2U%3d)

1-3 Marie Nassif-Debs : Analyse objective du discours de Barak Obama : « La paix » construite sur l'oppression.

Nous ne pensons pas aller à l'encontre de la vérité si nous disons que le discours tenu par le président étasunien Barak Obama, le 4 juin à l'université du Caire, n'a pas avancé une nouvelle position dans la politique extérieure des Etats-Unis. En effet, ce discours, qui fut précédé, quelques jours plus tôt, par un retour à la « Feuille de route », préparée à Oslo il y a plus de seize ans et dont l'exécution n'a jamais dépassé la première clause de

« Gaza et Jéricho », a constitué la suite logique de la politique suivie par toutes les administrations étasuniennes depuis Richard Nixon et son ministre des Affaires étrangères, Henry Kissinger.

Indépendamment du langage fleuri et aussi des fréquentes citations du Coran, qui s'étendit longuement sur la nécessité du dialogue entre l'Occident « chrétien » et l'Islam, le discours s'appuya sur le raisonnement sophiste qui, sous couvert de logique, visait réellement à tromper. Voilà pourquoi, nous dirons que le président des Etats-Unis n'a pas « prononcé une parole juste », contrairement au premier verset (ayat) cité par lui. Et voilà pourquoi nous avons décidé de mettre à nu les idées contenues dans son discours, selon la traduction officielle qui nous est parvenue.

Obama, l'Islam et l'Arabité

Dans sa première partie, le discours s'est appuyé sur une toile de fond disant que la guerre menée contre l'Occident vient d'une seule direction, celle des musulmans. C'est pourquoi, prêche le discours, c'est une guerre de religion basée sur d'autres guerres de religions très anciennes dans le temps, mais aussi sur la période du colonialisme qui « priva les musulmans de certains droits et de certaines chances », pour arriver, enfin, à l'incapacité des musulmans à s'habituer « au changement extrême dû à la mondialisation et au modernisme, ce qui poussa certains musulmans à considérer l'Occident comme ennemi des traditions islamiques » !!!

Cette logique renferme deux grandes erreurs. La première consiste à vider les croisades et, plus tard, le colonialisme de leur contenu économique et de leurs deux caractéristiques d'oppression et d'exploitation ; surtout que les Croisés et les colonialistes n'avaient fait aucune différence entre musulmans et chrétiens d'Orient. Nous nous contenterons, à ce propos de parler des événements historiques qui avaient accompagné la chute de Constantinople et le rôle joué par certains Etats chrétiens, dont Gênes, afin de faciliter la prise de cette ville par les Ottomans du Sultan Mohammad V et de supprimer, par là, une concurrence gênante. Quant à la seconde erreur, elle consiste à vouloir dire que la lutte menée par les peuples arabes est une lutte « religieuse » ou, plutôt, une lutte menée par quelques obscurantistes « qui sèment la haine et la préfèrent à la coopération qui pourrait aider nos peuples à réaliser le progrès », comme le dit si bien le discours...

Ajoutons à tout cela que cette théorie à propos de l'Occident et de l'Islam et du dialogue qui doit avoir lieu entre eux nie la présence des nations et des Etats dans la région ; il bannit le concept de l'arabité et la présence d'un monde arabe que Barak Obama n'a cité l'existence qu'une seule fois, en passant, parce qu'il voulait attribuer à la lutte des peuples arabes contre l'occupation israélienne la cause seconde de la tension dans la région. D'ailleurs, en niant l'arabité des peuples de notre région, le président des Etats-Unis préparait le terrain à ce qu'il allait dire, un peu plus loin, à savoir que nous devons tous « admettre que le désir des juifs d'avoir une patrie à eux est un désir ancré dans une histoire dramatique que personne ne peut nier ». Ainsi, il transformait les juifs en une nation, contrairement à tout ce qui est à ce propos, y compris par des historiens israéliens, et ouvrait la porte toute grande devant ce qu'il avait déjà promis, lors de sa campagne électorale : Israël est l'Etat des juifs dans le monde. Ce qui nous ramène aux enseignements des conservateurs appelés « zionist chrétiens », amis de Georges W. Bush, et à leur mot d'ordre concernant le « transfert » des Palestiniens, y compris ceux qui n'ont pas quitté leurs terres en 1948.

Les erreurs et les justifications

Mais les erreurs et les justifications ne s'arrêtèrent pas là. Ils atteignirent tous les sujets et les problèmes liés au monde arabe. Le problème des sources énergétiques, en particulier. C'est que les Etats-Unis se trouvent mêlés directement à ces problèmes, depuis les années quarante du XX^e siècle et les tentatives visant à marginaliser le rôle de la Grande Bretagne, dans le but de mettre la main sur le pétrole et le gaz de l'Orient arabe. Ils ont eu et continuent à avoir un rôle primordial dans la répression des mouvements populaires dans différents pays arabes. Ils sont aussi responsables du maintien de certains régimes politiques arriérés et répressifs, parce que ces régimes justifient la présence étasunienne militaire et, surtout, économique dans la région arabe.

Nous mettons en avant quelques exemples de ces erreurs contenues dans le discours :

1-En ce qui concerne l'agression étasunienne en Afghanistan, Barak Obama dit : « Nous ne sommes pas allés par libre choix mais par nécessité », mettant ainsi en avant les événements sanglants du 11 septembre 2001 et la responsabilité reconnue par l'organisation Al-Qaëda. Cependant, il a oublié de dire que la présence de son pays en Afghanistan revient à quelques vingt ans plus tôt, aux années quatre-vingts, quand la CIA, avec Oussama Ben Laden et le groupe des Talibans (alors appelés « moudjahiddins »), organisait les campagnes militaires contre la présence armée soviétique. D'ailleurs, la CIA a bien su utiliser ces mêmes groupes afin de propager la culture de l'opium qui lui avait servi à financer ses actions subversives ainsi que celles de ses amis « Contras » et autres en Amérique latine. Enfin, M. Obama a oublié de préciser qu'au moment où une campagne de protestation couvrait le monde contre la répression des femmes, les assassinats des militants et la destruction des statues bouddhistes et autres vestiges des civilisations anciennes en Afghanistan, Washington fut la seule capitale, ou presque, à reconnaître le gouvernement des Talibans et à lui présenter aide et assistance.

2-En ce qui concerne l'agression contre l'Irak, en 2003, et après avoir cité les paroles de Thomas Jefferson sur l'importance d'un équilibre entre la sagesse et la force en matière de politique extérieure, Barak Obama a « vu » que son pays n'avait fait qu'« aider le peuple irakien à triompher dans sa lutte pour se débarrasser du dictateur Saddam Hussein », ajoutant que les Etats-Unis « ont aujourd'hui une double responsabilité : aider les Irakiens à bâtir un avenir meilleur et laisser l'Irak aux Irakiens », puisqu'il avait décidé de retirer ses troupes à la fin de 2012. Cependant, le président Obama n'a rien dit à propos de la grande mystification se rapportant aux armes de destruction massive ni aux images satellites présentées par Colin Powell au Conseil de sécurité de l'ONU, afin de justifier l'agression étasunienne ; il n'a même pas présenté la moindre excuse au peuple irakien de tous les

crimes commis par son armée : tirs sur des civils, tortures, prison d'Abou Ghreib, vol des ressources pétrolières et autres ressources culturelles...

Le « peuple juif » et « l'Etat juif »

3-En ce qui concerne la cause palestinienne et le conflit arabo-israélien, le discours du président des Etats-Unis met en garde les Arabes contre toute tentative de « couper les liens d'amitié existant entre les Etats-Unis et Israël », parce que, dit-il, « ce sont des liens basés sur des relations culturelles et historiques, mais aussi sur la reconnaissance que le désir des Juifs d'avoir une patrie bien à eux est un désir enraciné dans une histoire tragique que personne ne peut nier ».

Ce paragraphe contient trois postulats de la politique extérieure de Washington vis-à-vis de la région arabe. Le premier est qu'il est impossible aux Arabes de dissocier Israël des Etats-Unis, parce qu'il est une priorité pour eux. Le second est que Washington a consacré Israël comme la patrie des Juifs du monde. Le troisième, enfin, est qu'Israël a le droit d'occuper la Palestine et de chasser les Palestiniens ou, même, de les tuer parce que les Juifs furent torturés et assassinés par les nazis et leurs acolytes en Europe. Cette analyse bizarre devient plus étrange encore quand Barak Obama parle de la seule responsabilité des Palestiniens dans tous les actes de violence dans la région. Il cite « l'emploi de la violence et des crimes », « les menaces de détruire Israël ou de réitérer les images typiquement abjectes concernant les Juifs », mais aussi « les roquettes lancées contre les enfants israéliens dans leurs chambres à coucher ». Par contre, il appelle les massacres odieux perpétrés par les Israéliens contre le peuple et les enfants palestiniens, notamment à Gaza, « des injures quotidiennes, petites ou grandes » !!!

Ajouter à tout cela l'emploi de l'impératif dans les parties adressées aux Palestiniens, contrairement à celles où il parle des Israéliens. Ainsi, nous remarquons dans les premières la répétition d'expressions et de phrases telles que : « Il faut que les Palestiniens délaissent la violence », « Ils doivent se concentrer sur les choses qu'ils peuvent réaliser », « le gouvernement palestinien doit développer ses capacités à exercer le pouvoir » (ce qui signifie, sans doute, la répression des mouvements de résistance, dont le Hamas).

Le droit au retour ?

Cependant, ce qui paraît le plus clair dans tout le discours, c'est la partie se rapportant à l'initiative arabe présentée par le roi Abdallah d'Arabie Saoudite, lors du Sommet de Beyrouth, il y a de cela quelques années. En effet, le président des Etats-Unis dit : « les pays arabes doivent reconnaître que leur initiative de paix fut un bon début, mais leur responsabilité ne s'arrête pas là ». Ils doivent aller dans le sens des propositions étasuniennes en ce qui concerne « l'internationalisation » d'Al-Qods, après son morcellement, afin qu'elle devienne la « capitale définitive des Juifs, des Chrétiens et des Musulmans ». Par contre, pas un mot sur les citoyens de cette ville que l'on a déjà chassé et sur leur droit de retourner dans leur patrie ; ce qui signifie qu'Obama se désintéresse de leur sort et du fait qu'ils soient disséminés dans tous les pays du monde.

Cette lecture du discours fut confirmée par les détails contenus dans un autre discours, celui du président du Conseil israélien, détenteur de la nationalité étasunienne avant même de devenir israélien, le « likoudien » Benjamin Netanyahu, qui a déclaré, le dimanche 13 juin : 1-Al-Qods est la capitale de l'Etat juif d'Israël ; les Arabes doivent reconnaître ce fait. 2-Il n'y aura pas de nouvelles colonies. Cependant, le gouvernement israélien ne touchera pas à celles qui furent construites récemment ; bien au contraire, il leur procurera toute l'aide et toute l'assistance dont elles auront besoin. 3-La région de Gaza est également un territoire « juif », faisant partie de la Judée. 4-Israël accepte en principe la création d'un Etat palestinien ; mais, à condition que cet Etat soit désarmé et ait reconnu, au préalable, la finalité de l'Etat juif d'Israël.

Et, si nous n'avons pas développé la tentative d'Obama de se déclarer tuteur des chrétiens arabes, à travers ce qu'il avait dit concernant le respect dû aux Maronites du Liban ou aux Coptes d'Egypte, c'est parce que cette tentative fait déjà partie de toute une littérature visant à instaurer un « Nouveau Moyen Orient », dans lequel Israël serait entouré par de mini Etats confessionnels antagonistes qui auraient, tous, besoin pour survivre de l'aval des Etats-Unis qui pourraient, ainsi, assurer leur mainmise sur les richesses du monde arabe.

En tout cas, et malgré le langage fleuri et les citations du Coran, du Talmud et de l'Evangile, le discours du président Obama n'a réussi qu'à susciter les applaudissements de ceux que le régime égyptien avait choisis pour lui serrer la main. Et, si le gouvernement palestinien de Mahmoud Abbas s'est empressé de le décrire comme un bon point de départ pour atteindre la paix, généralisée et juste, dans la région, il n'en reste pas moins que le refus du droit au retour des Palestiniens, les crimes et le blocus ne peuvent pas assurer une telle paix...

[Marie Nassif-Debs](#)

Marie Nassif-Debs est membre du Bureau politique de PCL

[dimanche 5 juillet 2009,](#)

[Comité Valmy](#)

[1-4 Pierre Rousselin : Les raisons de l'entente Sarkozy-Nétanyahou](#)

Ndlr: La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse de l'auteur, mais doit être vu comme information.

Benyamin Nétanyahou est reparti satisfait de ses entretiens à Paris.

Il n'a pas convaincu Nicolas Sarkozy de l'utilité de poursuivre la colonisation en Cisjordanie ni de la nécessité pour l'Etat palestinien à venir d'être « démilitarisé », mais il a le sentiment d'avoir été entendu et de disposer à l'Élysée d'un ami sur qui compter.

Pour les relations franco israéliennes, il y a là quelque chose d'assez remarquable. Sur la forme, l'entente a rarement été aussi bonne. Avec un interlocuteur aussi coriace que Nétanyahou, cela tient du prodige diplomatique.

Trois raisons expliquent l'embellie franco israélienne.

La première est évidente : c'est le refroidissement israélo-américain.

Nétanyahou sait qu'il ne peut pas se battre sur tous les fronts.

En difficulté face à un Barack Obama qui insiste pour qu'Israël arrête « totalement » la colonisation et qui ne va pas mollir sur ce point, le chef du Likoud a besoin de montrer aux Israéliens, aux Américains et à tous les autres qu'il lui reste des amis. Il ne va pas s'étendre sur les divergences de fond, bien réelles, avec la France. Pour Nicolas Sarkozy, les tensions entre Israël et les États-Unis ouvrent le jeu au Proche-Orient en faveur de la France et à l'Europe. Les bonnes dispositions de Nétanyahou en sont un premier signe.

La deuxième raison, c'est l'Iran. Sur cette question-là, Nicolas Sarkozy est en pointe. Israël apprécie la fermeté de la France qui, à la différence des États-Unis, dénonce la fraude électorale à la présidentielle du 12 juin, condamne sans réserves le durcissement du régime des mollahs et appelle à des sanctions renforcées contre Téhéran.

Nétanyahou voit d'un très mauvais œil les offres de dialogue de la Maison-Blanche. Il pense qu'Obama serait plus coulant avec Israël s'il ne s'était pas mis en tête de bâtir une coalition avec les pays arabes pour isoler Téhéran.

Nétanyahou se trompe parce qu'au-delà de l'Iran, Obama s'est donné pour mission de rétablir l'image de l'Amérique dans le monde musulman, quitte à affaiblir les liens avec Israël.

La troisième raison tient au fait que Sarkozy et Nétanyahou pensent à l'avenir. S'il doit céder aux pressions américaines sur la colonisation, comme cela est vraisemblable, Bibi Nétanyahou devra changer d'alliés politiques en Israël. Un vrai gouvernement d'unité nationale, avec la participation de Kadima, le parti de Tzipi Livni, serait alors en mesure de conduire des négociations de paix. C'est alors que les choses sérieuses commenceront. Chacun s'y prépare et relativise les divergences du moment présent.

Nétanyahou a accepté la notion d'un État palestinien. Les conditions qu'il pose sur Jérusalem, sur la « démilitarisation », sur le refus absolu de tout « droit au retour » sont des positions de départ.

L'important est que les négociations puissent un jour commencer. Mais nous n'en sommes pas encore là.

[Pierre Rousselin](#)

25 juin

<http://blog.lefigaro.fr/geopolitique/>

1-5 Pierre Barbancey : Les pressions s'accroissent sur Netanyahu.

Alors que l'émissaire américain est dans la région réitérant les exigences de Washington en faveur d'un État palestinien, le premier ministre subit des désaveux jusque dans son propre camp.

Si la roue n'a pas encore complètement tournée pour Israël, le premier ministre Benjamin Netanyahu est en tout cas sous pression depuis l'arrivée au pouvoir de Barack Obama. Le discours du président américain, prononcé au Caire la semaine dernière, n'a fait que confirmer les craintes israéliennes. Washington réaffirme son soutien indéfectible à Tel-Aviv mais se fait plus exigeant. Quelques jours après avoir reçu Netanyahu à la Maison-Blanche, et alors qu'il se trouvait en compagnie du président palestinien Mahmoud Abbas, Barack Obama rappelait : « Ce que j'ai dit au premier ministre Netanyahu est que chaque partie a des obligations au regard de la feuille de route. Côté israélien, ces obligations incluent l'arrêt de la colonisation ». Une fois n'est pas coutume, évoquant les obligations palestiniennes - les questions - sécuritaires - il déclarait : « Nous constatons de grands progrès en matière de sécurité en Cisjordanie. » Outre qu'il y avait bien longtemps que les Palestiniens n'avaient pas été félicités, on aura surtout remarqué la dichotomie faite avec la bande de Gaza.

Pour Aaron D. Miller du Woodrow Wilson Institute, un think tank américain, « l'administration Obama est peut-être moins pressée d'arriver à des négociations et à un accord et plus intéressée par l'installation de nouvelles règles et le réarrangement du mobilier. Ils pourraient avoir conclu qu'ils ne peuvent pas parvenir à une vraie solution à deux États avec ce premier ministre. Peut-être en veulent-ils un nouveau ? Et le meilleur moyen est de montrer qu'il ne peut pas gérer la relation la plus importante pour Israël : celle avec les États-Unis ».

Respecter les accords

C'est peut-être à cette aune qu'il faut percevoir les déclarations du ministre israélien de la Défense, le chef du parti travailliste Ehud - Barak, qui feint de découvrir les choix politico-stratégiques de Netanyahu. Comme s'il participait à ce gouvernement sans savoir que le premier ministre refusait de se prononcer pour la création d'un État palestinien. « Le gouvernement actuel a été formé en prenant l'engagement de respecter les accords conclus par les gouvernements précédents, y compris la feuille de route qui stipule clairement que le conflit doit être résolu sur la base du principe de deux États pour deux peuples », a affirmé Ehud - Barak qui, lorsqu'il était premier ministre, a battu tous les records de construction de nouvelles colonies. « Si cette solution devait échouer, il y aurait comme seule entité politique s'étendant de la vallée du Jourdain à la Méditerranée : l'État d'Israël. Dans ce cas, si les Palestiniens ont le droit de voter, il ne s'agira plus d'un État juif, mais d'un État binational et s'ils n'ont pas de droit de vote, il s'agira d'un régime d'apartheid. »

Mission délicate pour l'émissaire américain au Proche-Orient, George Mitchell, qui se trouve sur place. Il a déjà montré aux Israéliens qu'il n'était pas dupe et qu'il fallait faire leur deuil d'une certaine complaisance. Lors d'une rencontre à Londres à la fin mai entre Mitchell et Dan Meridor, le vice-premier ministre ainsi que des conseillers

de Netanyahu, les Israéliens ont ressorti la fameuse lettre de Bush à Sharon où il indiquait que les blocs de colonies resteraient entre les mains d'Israël et donc que les constructions étaient permises. Sans se démonter, Mitchell a pointé un des paragraphes de la lettre mentionnant le principe de deux États pour deux peuples. « C'est aussi marqué dans la lettre. Vous êtes d'accord avec ça ? » a-t-il demandé. Apparemment soucieux d'apaiser les dirigeants israéliens, George Mitchell a répété que l'engagement des États-Unis envers la sécurité d'Israël est « inébranlable » et que les divergences stratégiques ne sont « pas des désaccords entre des adversaires » mais entre « des alliés proches et des amis ». Il a d'ailleurs donné des gages en parlant d'un « État palestinien, vivant en paix et sécurité à côté de l'État juif d'Israël ». État juif, c'est exactement ce que veulent les dirigeants israéliens et que refusent les Palestiniens puisque cela signifierait l'abandon du droit au retour pour les réfugiés et un drôle de statut pour les Arabes israéliens. Pour éviter d'être acculé, Benjamin Netanyahu devrait prononcer dimanche à l'université Bar Ilan de Tel-Aviv « les grandes lignes de sa politique pour obtenir la paix et la sécurité ». Selon les médias, Barack Obama doit, lui, présenter un plan de paix détaillé dans les semaines à venir sans que l'on sache s'il est déterminé à forcer Israël une fois pour toutes. Après avoir rencontré les responsables de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie, George Mitchell se rendra en Syrie et au Liban.

Pierre Barbancey :

Publié le 12 juin 2009

Journal l'Humanité

http://www.humanite.fr/2009-06-11_International_Les-pressions-s-accentuent-sur-Netanyahu

1-6 Israël et les puissances occidentales ont investi dans la protection des privilèges et de l'injustice.

Des militants juifs pour les droits de la personne accusent le lobby pro-Israël

Israël et les puissances occidentales ont investi dans la protection des privilèges et de l'injustice.

Ils ont donc mené une campagne incessante pour démolir la Conférence de Durban contre le racisme.

Depuis 2001, des groupes pro-Israël bien financés se sont mobilisés pour discréditer et faire dérailler cette Conférence de Durban, prévue pour 2009.

Parmi ces groupes, on retrouve, au Canada, le Canadian Council for Israël and Jewish Advocacy (CIJA), le Congrès juif canadien et B'nai Brith. Ces groupes qualifient d'« anti-sémite » toute critique légitime des politiques et actions racistes d'Israël. Et ce sont de tels groupes qui ont assisté en Afrique et en Amérique latine aux réunions préparatoires à la Conférence de Durban, pour s'opposer à toute décision relative à l'oppression en Palestine, à toute accusation d'islamophobie, etc.

Le résultat, c'est que les fonds destinés aux ONG se sont presque évaporés. Le secrétariat pour la Conférence de Durban n'a même pas jugé bon d'informer plusieurs membres des ONG des réunions du comité préparatoire. Seulement 35 membres d'ONG – dont environ 20 délégués du lobby d'ONG pro-Israël! – étaient présents à la deuxième session importante du comité préparatoire de cette conférence, laquelle a eu lieu du 6 au 17 octobre 2008.

En Janvier 2008, le Canada a annoncé qu'il allait boycotter la Conférence de Durban, et depuis, Israël et les USA se sont aussi retirés. Ce boycott nuit à la réputation du Canada et trahit les victimes du racisme, dans le monde et au Canada. Seul le Bloc québécois ne s'est pas incliné devant les menaces et les mensonges du lobby israélien. Diana Ralph, d'IJV (Independent Jewish Voices), ayant participé au 2e comité préparatoire, affirme qu'elle n'a constaté AUCUN antisémitisme et s'est sentie totalement respectée en tant que Juive par tous les participants, y compris les Palestiniens et les autres participants du Moyen-Orient.

L'IJV a appelé les Conservateurs, les Libéraux et le NPD à se joindre à la Conférence de Durban et à prendre position contre le racisme.

Voir pour détails:: <http://www.canpalnet-ottawa.org/Durban-D.Ralph.html> et

<http://ijvcanada.blogspot.com/2008/10/ijv-statement-to-durban-review> .

PAJU (Palestiniens et Juifs Unis)

17 juillet 2009

WWW.PAJUMONTREAL.ORG

2 Annexe

2-1 Gilad Atzmon : Le syndrome de stress pré-traumatique – Un aperçu de la psychose collective israélienne.

Ndlr: La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse de l'auteur, mais doit être vu comme information.

« C'est difficile à admettre, mais seulement soixante ans après l'Holocauste, le peuple juif est, une nouvelle fois, en danger d'être détruit – tout du moins dans son propre pays, où 40 % des juifs du monde sont concentrés.

Des preuves de la gravité du danger peuvent être trouvées non seulement dans les menaces explicites du président de l'Iran, étayées par un programme d'armements qui pourrait lui fournir les moyens de mettre ces menaces en exécution ; on peut aussi les trouver dans des articles publiés récemment dans la presse

européenne, qui débattent de la possibilité qu'Israël « disparaisse », présentée comme une « hypothèse de travail raisonnable ».

Des preuves supplémentaires concernant le niveau de cette menace existent dans le fait que non seulement Israël soit non seulement le seul pays menacé de destruction au monde, mais aussi le seul dont le droit à l'existence fasse l'objet de sondages d'opinion internationaux, auxquels nombreux sont les répondants à répondre par la négative. C'est là un honneur que même l'Iran, la Corée du Nord et l'Afrique du Sud soumise au régime de l'apartheid ne se s'étaient vu décerner. »

[Yair Sheleg, in [Haaretz](#)]

Même si beaucoup de gens pourraient trouver réconfortant, ou amusant, que même un Israélien de droite n'aperçoive pas le moindre rai de lumière à l'extrémité du tunnel sioniste, il est assez déconcertant de lire que les Israéliens sont d'ores et déjà en train d'envisager très sérieusement leur prochaine Shoah.

Je démontrerai ici que c'est précisément cette forme de méditation mortelle qui fait d'Israël, des Israéliens, des sionistes et des néoconservateurs du monde entier les plus dangereux qui soient, pour la paix mondiale.

Certes, les gens qui souhaitent voir disparaître Israël, le JOS, le « Jew Only State » [État des seuls juifs], sont de plus en plus nombreux.

Pourtant, personne ne se répand en projets meurtriers ou « finaux » visant la juiverie mondiale, ni même son cher État juif. Dans les sphères médiatique ou politique, personne n'en appelle à un homicide visant les juifs, voire même simplement l'État juif. Partant, la tendance judéocentrique bien établie consistant à interpréter quasiment toute critique politique et idéologique légitime comme la perpétration d'un judéocide à venir doit être interprétée comme une forme aiguë de paranoïa proche de la psychose collective, que je définis comme le syndrome du stress pré-traumatique [SSPT] [Pre-Traumatic Stress Disorder ; Pre-TSD] [© Gilad Atzmon]

En présence du SSPT, le stress résulte d'un événement fantasmagorique, d'un épisode imaginaire situé dans le futur – bref, d'un événement qui ne s'est jamais produit.

A la différence du SSPT [syndrome du stress post-traumatique], dans lequel le stress est la réaction directe à un événement ayant pu [ou non, parfois...] se produire dans le passé, dans l'état de SSPT, le stress est de toute évidence la manifestation d'un événement potentiel imaginaire. Dans le cas du SSPT, c'est une illusion qui préempte la réalité et le contexte dans lequel le fantasme de terreur est focalisé devient lui-même une réalité dangereuse. Poussé à l'extrême, y compris un projet de guerre totale contre le reste du monde est une réaction qu'on ne saurait totalement écarter.

A ce stade, il est loisible de se demander si le SSPT ne serait pas, tout simplement, un énième avatar de la paranoïa.

J'avancerai pour ma part que la différence entre les deux est évidente. En effet, dans la paranoïa, le patient nous incite à ressentir de la sympathie pour lui. En présence d'un cas de SSPT, en revanche, c'est nous qui sommes incités à prendre pitié de nous-mêmes. Contrairement à la paranoïa, où le patient est la victime de ses propres symptômes, dans le SSPT, le patient met, de fait, en scène ses propres symptômes, l'entourage se voyant assigner le rôle du public. Concernant la paranoïa, nous pouvons établir clairement que le patient est trompé et enfermé dans un univers fantasmagorique. Dans le cas du SSPT, en revanche, les gens « supposés indemnes » ne sont « plus tellement sûrs que cela » de l'être et ils en viennent, eux aussi, à perdre la maîtrise du réel. Bien souvent, nous finissons par accorder foi au patient souffrant de SSPT, quand il affirme être réellement la victime d'un « crime fantasmagorique futur » : d'une certaine manière, nous sommes amenés à participer au fantasme. Toutefois, nous ne demeurons un auditoire compatissant que pour autant que nous gardions le silence. En effet, dès que nous élevons la voix, dès que nous faisons observer que le crime futur ne s'est pas encore produit - et même qu'il pourrait fort bien, en réalité, ne jamais se produire -, nous voilà immédiatement nous-mêmes impliqués dans le crime !

Projection et syndrome de stress pré-traumatique [SSPT]

« Nous avons balancé plus d'un millions de bombes à sous-munitions au Liban... »

Ce que nous avons fait, c'est dingue, c'est monstrueux ; nous avons recouvert des villes entières de sous-munitions » [le chef d'une unité d'artillerie de l'armée israélienne au Liban. Source : [Haaretz](#), 17 septembre 2006. [Lire en français](#)]

Regardons les choses en face, une bonne fois pour toutes : dès lors que personne ne formule d'appel à (au choix) jeter les Israéliens à la mer (ou à les vitrifier), on peut penser que l'inclination des Israéliens à accuser les musulmans et les Arabes de réchauffer en leur sein de telles tendances meurtrières doit être analysée en termes de projection. Les gens qui ont saupoudré généreusement le Liban « plus d'un million de bombes à sous-munitions » sont en train de projeter leur zèle meurtrier sur leurs victimes – voire, même pire : sur leurs futures victimes !

Ainsi, Sheleg, par exemple, projette ses propres tendances perverses sur le monde musulman, et en particulier l'Iran. Sheleg, en tant que sioniste zélé prônant des mesures violentes contre à peu près tous ceux qui n'ont pas l'heur d'être juifs est condamné à projeter sur les Arabes et sur les musulmans son propre zèle assassin. A l'évidence, Sheleg n'est pas seul dans son cas ; le Comité juif américain [American Jewish Committee – AJC] fait exactement la même chose. Au cours d'une récente campagne de relations publiques, ce comité a mis en garde l'Europe contre les missiles à longue portée de l'Iran. A l'évidence, dans leur univers judéocentrique, une guerre contre l'Islam est un intérêt « judéo-chrétien ». Toutefois, les Européens ont tendance à se marrer lorsqu'ils sont confrontés à l'idéologie outrageusement agressive de l'AJC : de toute évidence, ils n'ont pas peur, quant à eux, de l'Iran. Mais alors, pas peur du tout ! Contrairement aux membres du Comité juif américain, qui, comme par hasard, prônent la violence, les Européens rêvent de paix ; apparemment, les Européens en ont leur claque des

guerres (clairement, l'AJC, lui, n'en a pas encore eu assez, c'est sans doute pourquoi il en redemande...). Les Européens se rendent compte également que, pour peu qu'ils n'agressent pas l'Iran, les capacités balistiques de ce pays n'ont strictement aucun impact négatif sur leur sécurité. Autrement dit : si les Européens ne voient pas en l'Iran une entité meurtrière, c'est précisément parce que, contrairement à l'AJC, ils sont dépourvus d'un zèle agressif dont les membres de l'AJC sont plus que saturés. C'est exactement là qu'un abysse croissant est en train de se creuser entre l'univers assoiffé de sang suprêmement fantasmagorique des sionistes et le reste de l'humanité.

Qui a encore besoin d'un arsenal nucléaire : des roquettes Katyusha ne suffisent-elles pas amplement ?

L'ambiance générale en Israël, que traduit si éloquemment Sheleg et qui trouve son reflet dans le scénario catastrophe de l'AJC, révèle une forme collective, particulièrement sévère, de SSPT : les Israéliens et les lobbies qui les soutiennent sont en train d'envisager publiquement leur Shoah nucléaire annoncée. Cette manifestation pathologique est plutôt bizarre, au vu du fait que l'audacieux Hezbollah a réussi à battre la puissante armée israélienne en recourant uniquement à de l'armement léger. Le Hezbollah a réussi également à vaincre la société israélienne avec rien de plus que de misérables roquettes Katyusha à courte portée. De fait, un ennemi potentiel d'Israël n'a absolument pas besoin de le « vitrifier » avec ses bombes atomiques. Tout ce qu'il doit faire, c'est envoyer aux juifs le message suivant : « Israël, c'est tout ce que vous voudrez, sauf un abri ». Ce faisant, ils contraindront les Israéliens à prendre conscience du fait qu'une fois de plus, ils ont échoué au test de l'amour du voisin. C'est autour de cette question que tourne la résistance arabe : il s'agit d'un message métaphysique, et absolument pas d'un appel à je ne sais trop quel judéocide.

Toutefois, il semble bien que les Israéliens soient incapables de déchiffrer le message inscrit en lettres de feu sur le mur.

Plutôt que se regarder dans la glace et repérer leurs défauts évidents, qui ont d'ores et déjà dégénéré en faillite morale, les Israéliens préfèrent se soumettre totalement au fantasme matérialiste du judéocide nucléaire. Au lieu de penser en termes éthiques, les Israéliens succombent au discours matérialiste le plus superficiel qui soit – un discours uniquement centré sur la « destruction du moi ». Les Israéliens ont succombé à une Shoah fantasmagorique imaginaire, dans laquelle ils se font nucléariser quotidiennement. Ce qui est très préoccupant, c'est qu'ils en sont pas les seuls dans ce cas, puisqu'en matière de terreur hallucinatoire, Blair et Bush sont atteints d'exactly la même maladie mentale.

Avec un psittacisme lassant, Sheleg, l'AJC et Bush attribuent des tendances meurtrières au président iranien, mais est-ce bien réellement le cas ? En détiennent-ils un commencement de preuve ? Le président iranien a-t-il jamais parlé de la destruction du peuple juif, des Israéliens, ou de qui que ce soit d'autre ?

Prenons les faits : le président Ahmadinejad a certes dit qu'Israël devrait être « effacé de la carte ». Toutefois, le président iranien n'a jamais dit que les juifs, en tant que personnes, devraient être assassinés. Manifestement, c'est d'Israël, du JOS, du « Jew Only State » raciste qu'il parlait. C'est là une critique légitime, tout aussi légitime que l'était la dénonciation de l'apartheid sud-africain. Mais Ahmadinejad ne s'en tient pas là : il élabore, sur cette question. Intelligemment, et plutôt raisonnablement, il défie l'Occident :

« Si vous (les Occidentaux) avez brûlé les juifs, pourquoi ne leur donnez-vous pas une partie de l'Europe, des USA, du Canada ou de l'Alaska pour qu'ils y fondent Israël ?... »

La question que nous posons est celle-ci : si vous avez commis cet énorme crime, pourquoi est-ce la nation palestinienne, alors qu'elle est totalement innocente, qui devrait en payer le prix ? »

C'est bien là, en effet, la question la plus seyante qui se puisse concevoir et, partant, il n'existe pas le moindre indice que cet homme ait le moindre projet d'annihiler les juifs ou leur État. Au pire, Ahmadinejad fait de son mieux pour trouver aux juifs une nouvelle villégiature. Clairement, le rêve sioniste d'un foyer juif en Terre sainte a tourné au désastre grave. Et Ahmadinejad ne fait rien d'autre qu'observer hic et nunc que les errants risquent d'avoir à schléper* [dégager] une nouvelle fois. Puis-je suggérer qu'un coup d'œil à la liste d'attente interminable des citoyens israéliens demandant la citoyenneté polonaise ou d'autres citoyennetés européennes révèle qu'un nombre croissant d'entre eux ont d'ores et déjà intégré l'idée que le schlepping* est probablement la prochaine étape de leur existence de juif ?

Le véritable Axe du Mal

A la lecture de l'édito de Sheleg dans Haaretz, on est fondé à s'interroger : « qui, exactement, envisage la liquidation de l'État juif ? » Il est évident que l'Iran prépare son entrée dans le club nucléaire. Toutefois, même si l'Iran avait l'intention de développer un arsenal d'armes nucléaires meurtrières, ce ne serait certainement pas le premier pays de la région à le faire. Il se contenterait de marcher dans les brisées de l'État juif, qui, lui, est un pays qui a démontré au-delà de tout doute possible que son sport favori est l'assassinat de civils innocents. Partant, la phobie israélienne (et sionocentrique) d'une agression nucléaire iranienne doit être prise pour ce qu'elle est, à savoir une pure et simple projection. Israël étant engagé quotidiennement dans l'assassinat de civils innocents, les Israéliens et les sionistes sont condamnés à voir une inclination meurtrière dans le comportement d'autrui, quelle qu'en soit la nature .

C'est certes regrettable, mais loin d'être unique : le cas de la paranoïa américaine, durant la guerre froide, ne diffère pas beaucoup du cas israélien. L'Amérique ayant été le premier – et jusqu'ici, fort heureusement, le seul – pays à avoir eu recours à la bombe atomique contre un autre peuple, ce sont les Américains qui, curieusement, furent en proie à un SSPT, à l'époque de la guerre froide. C'est qu'ils projetaient, tout simplement, leurs propres tendances meurtrières collectives sur les Soviétiques. Il va sans dire que, contrairement aux Américains, les « Communistes » n'ont jamais balancé la moindre bombe atomique sur qui que ce soit, et il ne semble pas non plus qu'ils aient eu la moindre intention d'agir ainsi. D'une certaine manière, il semble évident que plus on est cruel,

plus on est sujet à la terreur fantasmagique. S'ajoute à cela le fait que plus cruelles sont les pratiques d'une nation, plus cette nation est susceptible d'être assujettie à des politiques de la peur. Cette formule toute simple peut éclairer quelque peu le lien, émergeant dans les consciences, entre l'Amérique et Israël. En appliquant des tactiques expansionnistes retorses, ces deux pays sont en train de plonger dans une pensée obscurantiste mortelle, bien proche de la paranoïa. Et c'est cette paranoïa collective qui maintient l'hégémonie du seul axe du mal qui ait jamais existé : l'axe du sionisme et du néoconservatisme planétaires.

Soulagement par le rire

Voici un télégramme juif :

« Peux commencer te ronger sangs. Stop. Détails suivent. Stop. »

Cette blague, en réalité, est plus ancienne qu'Israël ; elle a probablement l'âge du télégraphe lui-même. De fait, elle fait référence à une réalité dévastatrice, où la dialectique de la peur domine l'existence ainsi que la mentalité juives. Apparemment, la peur a été exploitée politiquement par les dirigeants communautaires juifs dès les premiers jours de l'émancipation de leurs ouailles. Il est possible qu'au cours du processus de laïcisation et d'émancipation des juifs initié par le siècle des Lumières et la révolution française, la peur d'une réalité fantasmagique imaginaire ait remplacé celle du Dieu tout-puissant, ce Dieu qui tue sans merci et sans pitié, oui (car vous l'avez reconnu) : le Dieu de Sodome et Gomorrhe. Si tel est bien le cas, la « peur » doit être comprise comme le Dieu juif moderne et le SPPT se définit plus justement comme la pratique juive contemporaine par excellence. La judaïsation de Blair et de Bush peut être interprétée comme l'émergence de la « Politique de la Peur ». Apparemment, cette pratique politique est très efficace en Amérique. En revanche, en Grande-Bretagne, c'est un flop retentissant...

Toutefois, il convient de noter que le SPPT n'est absolument pas une invention israélienne. Les façonneurs juifs d'opinion ainsi que les pionniers ethniques juifs étaient spécialisés dans l'entretien de l'anxiété juive bien avant qu'Israël n'eût vu le jour. Les premiers sionistes étaient particulièrement habiles à terroriser leurs frères juifs. Herzl avait été terriblement inspiré par l'affaire Dreyfus [comme le fait observer Lenni Brenner, Herzl n'a pas compris la signification de ce procès ni ses implications : en réalité, avec la réhabilitation de Dreyfus, les juifs avaient remporté leur première bataille contre l'antisémitisme et la xénophobie). D'autres pionniers du sionisme furent stimulés par certaines émeutes et pogroms anti-juifs en Europe de l'Est. De manière générale, le sionisme peut être compris comme une pulsion à formuler un agenda politique général fondé sur une terreur auto-infligée. C'est probablement la raison pour laquelle le sionisme doit entretenir la terreur, afin de pérenniser son pouvoir. Il est évident que Bush et les néocons recourent exactement à la même tactique.

Intervention divine

Me permettez-vous de suggérer, à ce sujet, qu'il est plus que probable que de nombreux dirigeants, de par le monde, soient alarmés par le programme nucléaire iranien, non pas parce qu'ils redouteraient une agression iranienne, mais bien plutôt parce que, désormais, ces dirigeants sont tous parfaitement au courant de la psychose collective israélienne ? Même en ignorant ce qu'est le SSPT, les dirigeants occidentaux pigent parfaitement qu'Israël n'hésiterait certainement pas à lancer une guerre nucléaire, exactement de la même manière qu'il n'a pas hésité à recouvrir les villes libanaises de plus d'un million de bombes à sous-munitions. Un pays capable de détruire son voisin et de transformer un tiers de ses civils en réfugiés à seule fin de récupérer deux prisonniers de guerre est, fondamentalement, capable de tout.

Je ne suis pas psychiatre, je ne suis même pas psychologue pratiquant, je ne sais pas s'il existe un divan d'analyste assez grand pour inviter tout le peuple israélien à s'y étendre, en compagnie de leurs nombreux frères sionistes du monde. Je ne suis pas convaincu qu'il existe dans les parages un professionnel susceptible de soigner et d'aider les Israéliens à surmonter leur phase actuelle de SSPT. Tout ce que je puis moi-même faire, c'est simplement suggérer un diagnostic de malaise très sévère. Alors que nous sommes nombreux à être convaincus que le comportement d'Israël serait le résultat d'une faillite morale, j'y insiste : l'identité israélienne elle-même qui s'avère un cas de psychose pathologique. La banqueroute morale, n'est par conséquent que le symptôme d'un désordre mental profondément préoccupant.

En raison de l'état psychotique qui est le leur, les Israéliens jouissent en réalité de leurs symptômes. La seule chose dont ils aient besoin, de notre part, c'est simplement d'un bref moment d'attention. Fondamentalement, ils ont besoin de notre approbation. Quand ils rayent de la carte la banlieue Sud de Beyrouth, leur porte-parole insiste à nous convaincre qu'ils étaient en réalité en train de livrer une guerre sainte occidentale. Ils voudraient vraiment nous faire croire qu'ils ont fait tout ça à notre intention et en notre nom. Nous devons bien admettre qu'excepté deux cas démocratiquement élus de SSPT (Bush & Blair) à avoir approuvé les atrocités israéliennes, le reste de l'humanité ressentait, en assistant au carnage en cours à Beyrouth, une détestation croissante à l'encontre de l'État juif et, plus généralement, de l'aventure sioniste.

Pour ceux qui ne le verraient toujours pas, nous avons affaire ici à un cas de démence sévère d'un pays à la veille d'atteindre le sommet de sa phase psychotique collective. Pour ceux qui auraient tendance à l'oublier, cette entité nationale mentalement atteinte détient un énorme arsenal nucléaire, et elle est grosse d'intention mortelles. Nous sommes horrifiés, et il y a de quoi : ne sommes-nous pas en train de les voir brutaliser la totalité du Moyen-Orient ?

Cernés par leur hédonisme et leur pharisaïsme impitoyables, nous ne pouvons faire guère plus que prier, afin de demander une intervention divine.

* Schlepp, schlepping : mot d'argot new-yorkais dérivé du yiddish shlepn (tirer) ayant plusieurs sens, dont celui de... shopping. Ici, il a le sens de "transfert", "grand voyage" avec une notion de pénibilité. Un schlepp est aussi un idiot...(NdT)

Gilad Atzmon

TLXCALA :

Traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier et révisé par Fausto Giudice, membres de [Tlaxcala](http://www.tlaxcala.es), le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique.

Cette traduction est en Copyleft : elle est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner sources et auteurs.

<http://www.tlaxcala.es/pp.asp?lg=fr&reference=1152>

2-2 Khalid Amayreh : Chabad ou La moralité génocide juive.

L'organisation fanatique basée aux États-Unis démasquée.

« La seule façon de mener une guerre morale, c'est la façon juive. Détruire leurs lieux saints, tuer leurs hommes, femmes, enfants, et même le bétail. »

Ce ne sont pas les paroles d'un terroriste juif timbré en maraude dans les collines de Cisjordanie, à la recherche d'un vieux paysan ou berger arabe à tuer.

En fait, ces paroles ont été prononcées la semaine dernière par Manis Friedman, éminent et très respecté rabbin de Chabad-Lubavitch, largement admiré par de nombreux Juifs orthodoxes, en particulier aux États-Unis.

Ecrivant pour répondre à une question posée par *Moment Magazine* dans sa « Demande aux Rabbins » mise en manchette, le Rabbin du Minnesota a soutenu que, « Si nous avons suivi cette sagesse (tuer les Arabes innocents, hommes, femmes et enfants), il n'y aurait pas de victimes civiles, pas d'enfants dans la ligne de feu, pas de faux sentiment de justice, en fait, pas de guerre. »

Il a ajouté, « Je ne crois pas en la moralité de l'Occident.

Vivre les valeurs de la Torah fera de nous la lumière des nations qui subissent la défaite à cause d'une moralité désastreuse inventée par l'homme. »

Le point de vue de Friedman n'est ni marginal, ni peu représentatif au sein du mouvement Chabad, une secte juive mondiale de partisans de la suprématie juive, ayant une énorme influence financière et politique en Israël et en Amérique du Nord.

De plus, Friedman lui-même n'est pas un rabbin extrémiste dans le mouvement Chabad-Lubavitch. Pendant de nombreuses années, il a été le traducteur anglais de Lubavitcher Rebb (MM Schneersohn) et, à sa demande, il a fondé Beis Chana, un réseau de campus et d'écoles pour les femmes juives.

Défendant son point de vue, Friedman a soutenu qu'il ne faisait que de citer la Torah.

Il a en outre prétendu qu'il n'exhortait pas réellement Israël à tuer en masse les Palestiniens, hommes, femmes et enfants, disant qu'il croyait seulement qu'Israël devrait dire publiquement qu'il est prêt à « faire ces choses, afin d'effrayer les Palestiniens. »

Toutefois, un Juif au nom proche de Shmarya Rosenberg, a déclaré que « le commentaire dans *Moment Magazine* n'est pas une aberration dans son expérience avec Friedman et beaucoup d'autres rabbins de Chabad. »

Ce qu'il dit est la norme dans les idées des Chabadniks. Ils ne les expriment tout simplement pas en public, » a poursuivi Rosenberg.

Un mouvement quasi nazi

Si une secte ou un mouvement juif peut être qualifié de « nazi ou de quasi nazi, » c'est bien le groupe Chabad (ou Habad), qui prône ouvertement l'extermination des non-Juifs en Palestine, selon le modèle biblique du livre de Josué.

Chabad n'est pas un mouvement marginal au sein du Judaïsme orthodoxe. En Israël et en Amérique du Nord, il a pu accumuler d'énormes richesses et acquérir une influence politique considérable.

Ce mouvement, auquel sont affiliés des milliers de soldats et des officiers de haut rang israéliens, considère le non-Juif comme un sous-homme ou un animal à forme humaine, dont la vie n'a aucun caractère sacré.

Selon le manifeste du groupe, connu sous le nom de ha'Tanya, cité par le défunt écrivain et philosophe israélien Yisrael Shahak dans son livre *Jewish History, Jewish Religion: The Weight of Three Thousand Years*, tout non-Juif est une créature totalement satanique dans laquelle il n'y a absolument rien de bon.

« Même l'embryon d'un non-Juif est qualitativement différent de celui d'un Juif. »

Selon le rabbin Zalman Shneur, le fondateur de Chabad, l'existence même du non-Juif est secondaire puisque la création entière a été faite uniquement pour le bien des Juifs.

Dans ha'Tanya, il prétend que « tous les Juifs sont bons par nature ; tous les non-Juifs sont mauvais par nature. Les Juifs sont le couronnement de la création, les non-Juifs sont l'écume de la terre, » (cité dans *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 3 novembre 1994, page 14).

Le racisme génocide de Chabad n'est pas vraiment limité à un petit groupe de fanatiques religieux, contrairement à ce que pourrait prétendre le porte-parole sioniste futé des relations publiques, en particulier quand il parle aux médias occidentaux.

En Israël, la haine meurtrière à l'égard des Palestiniens trouve son expression dans sa dernière attaque de Gaza, qui a tué et mutilé des milliers de civils palestiniens et complètement détruit des milliers de maisons, d'écoles, de mosquées et d'autres bâtiments civils.

Selon la presse israélienne, certains rabbins militaires ont assidûment encouragé et incité les soldats à « ne faire montre d'aucune pitié envers les Palestiniens. »

Avi Rontzki, le rabbin en chef de l'armée israélienne, a distribué aux militaires un livret appelé *Go Fight My Fight: A Daily Study of Table for the Soldiers and Commanders in a Time of War*, préparé spécifiquement pour l'attaque israélienne contre Gaza.

Dans la brochure, Rontzki exhorte le troupière à ne faire montre d'aucune pitié envers les Palestiniens, dont les civils. Il débloque :

Quand vous faites montre de pitié au lieu de cruauté, vous êtes cruels envers les soldats purs et honnêtes. Ce ne sont pas des jeux au parc d'attraction où l'esprit sportif apprend à faire des concessions. Il s'agit d'une guerre contre des assassins.

Il existe une interdiction biblique contre l'abdication d'un seul millimètre de pitié envers les gentils, quand bien même toutes les sortes d'aberrations impures et la stupidité de l'autonomie, des enclaves, et les autres faiblesses. Nous ne laisserons pas cela entre les mains d'une autre nation, pas un doigt, pas un ongle de ceci. Il y a deux ans, l'ancien Grand Rabbin d'Israël, Mordechai Elyahu, a exhorté l'armée israélienne et le gouvernement à user d'un choix nazi contre les Palestiniens.

Il a demandé au gouvernement israélien de mener une série de bombardements contre les centres de population palestinienne à Gaza, affirmant qu'une invasion terrestre du lieu le plus bondé du monde pourrait mettre en danger la sécurité des soldats israéliens.

« S'ils ne s'arrêtent pas après quand nous en aurons tué cent, alors nous devons en tuer mille. Et, s'ils ne s'arrêtent pas après 1.000, alors nous devons en tuer 10.000. S'ils ne s'arrêtent toujours pas, nous devons en tuer 100.000, même un million ; tout ce qu'il faut pour les faire cesser. »

Ce n'est pas la première fois que Elyahu, qui est considéré comme l'un des sages talmudiques les plus compétents en Israël, a publié un décret religieux exhortant l'armée israélienne de ne pas se retenir de tuer les enfants et les civils palestiniens si cela a l'intention de sauver des vies juives.

À plusieurs reprises, il a demandé instamment à l'armée de bombarder aveuglément les centres de population palestinienne, et de ne prêter aucune attention à d'éventuelles objections de l'opinion publique internationale. Elyahu fut l'élève du rabbin Abraham Kook, qui est largement considéré comme le principal mentor du sionisme religieux moderne, ainsi que du mouvement colonisateur connu sous le nom de Goush Emounim (Bloc des fidèles).

Yair Sheleg, un illustre écrivain israélien, a cité un écrit de Kook grinçant que, « la différence entre l'âme juive et l'âme de tous les non-Juifs, quel que soient leur rang et leur niveau de compréhension, est plus grande et plus profonde que la différence entre l'âme humaine et l'âme animale. »

Encore une fois, ces préceptes vénéreux se traduisent souvent en actes hideux, en meurtres de Palestiniens innocents par à la fois les soldats israéliens et les colons juifs fanatiques.

Il y a plus de deux ans, un immigrant juif venant de France a tué de sang froid un chauffeur de taxi arabe de Jérusalem-Est, après avoir enjôlé sa victime qui ne se doutait de rien pour qu'elle l'emmène à Netanya.

Le meurtrier, nommé Julian Soufir, avait apparemment été soumis à de fortes doses d'endoctrinement religieux dans une synagogue près de son domicile. Il a dit à la police qui l'interrogeaient : « Je voulais juste tuer un Arabe. Il n'y a pas de différence entre tuer un Arabe et un animal. Quand je l'ai tué, j'ai senti que j'étais en train d'abattre un mouton. » Soufir a été transféré dans un hôpital psychiatrique et son avocat a demandé qu'il soit laissé libre !

Une approche malhonnête

En fait, en dehors d'une minorité de courageux écrivains et intellectuels israéliens, des gens comme Shahak et l'immense majorité de l'intelligentsia israélienne, les religieux et les laïques confondus se sont bien gardés d'aborder sérieusement cette question du racisme juif envers le non-Juif.

La réaction classique des dirigeants juifs envers les remarques virulentes des rabbins comme Manis Friedman, se manifeste généralement sous la forme d'affirmations prétendant que ces vues ne représentent qu'une petite minorité, et ne reflètent ou ne représentent en aucune façon les enseignements du Judaïsme.

C'est vrai naturellement, dans un certain sens. Après tout, Dieu n'a jamais enseigné à Moïse, puisse la paix être avec lui, que « pour tuer le meilleur des gentils ... Tuez-les tous, » comme Shimon Hatsodek l'a enseigné, pas plus que le Tout-Puissant n'a enseigné que les Juifs ou même les Israélites sont biologiquement supérieurs aux autres êtres humains.

Mais cela ne signifie pas que les idées des Juifs racistes, notamment le système de pensée de style nazi génocide de Chabad, ne sont pas monnaie courante parmi les centaines de milliers de Juifs en Israël et à l'étranger.

Aujourd'hui, le gouvernement israélien de coalition, dirigé par le Premier ministre Benyamin Nétanyahou, incorpore des partis religieux comme ha'Bayt ha'Yahudi (La Maison juive), qui appellent ouvertement à l'expulsion, à l'esclavage, ou à l'extermination des Palestiniens.

Les dirigeants d'un autre parti représenté à la Knesset israélienne, ha'Ichud ha Leumi (Union nationale) déclare ouvertement que les non-Juifs ne sont pas de vrais êtres humains.

Par exemple, le leader de l'Union Nationale, Aryeh Eldad, a exhorté à plusieurs reprises l'armée israélienne à « ne pas traiter les "vrais êtres humains" (les colons) comme elle traite les Arabes. »

Enfin, on ne peut pas laisser cet important sujet sans exhorter sérieusement tous les Juifs honnêtes et bien intentionnés à condamner ouvertement et sincèrement le discours manifestement criminel de Chabad.

Les Juifs ne peuvent pas vraiment se faire entendre à voix haute contre l'antisémitisme tout en gardant le silence, ou même en trouvant des excuses, devant le racisme virulent émanant des Juifs eux-mêmes.

En dernière analyse, le racisme ne devient pas *casher* quand il est pratiqué par des Juifs. [*kosher* peut signifier *casher* ou *légitime* en langage familier, ndt.]

2-3 La Mythique « communauté internationale ».

Par irréflexion, par fourberie ou autre, à moins que ce ne soit innocemment, de nombreux vecteurs d'opinions et/ou de décisions ou d'autres encore utilisent couramment le terme de « *communauté internationale* ». Il s'agit de quoi ? De qui ? Ca a quelle crédibilité, quelle légitimité, quel fondement éthique la « *communauté internationale* » ?

Avant d'essayer modestement de répondre à ces questions dans un but constructif et didactique à la fois, quatre « éclairages » préalables néanmoins interrogatifs et interrogeants, semblent intéressants

Est-il incontestable, par/pour toute personne de bonne foi, qu'une décision et/ou une désignation votée(s), quel que soit le nombre de tours, par une majorité d'au moins 50,001 % des (seuls !!!) votants pour ou contre est forcément bonne pour l'intérêt général, sinon éthiquement louable ? Est-ce au moins plus vrai et logique de le penser si on atteint les 66 % ? Ce qui semble bien admis, voire vénéré au point qu'on puisse quasi parler de culte, non pas par tous, mais pas beaucoup de gens considérés comme responsables et intelligents.

A-t-on jamais consulté tous les habitants en âge de voter de, par exemple, la (plus restreinte) « communauté européenne » au sens géographique ou même au sens plus restrictif « bruxellois » donc « des 27 » du terme ? Peut-on donner objectivement le point de vue ne serait-ce que majoritaire de cette « *communauté européenne* » sur, par exemple, le bonheur, la santé, la valeur du foot-ball ou tout autre « sport » ou l'importance de la contribution de feu Mickaël Jackson à la culture musicale, etc. ? Pourrait-on honnêtement écrire ne serait-ce que « *la majorité, mais pas la totalité, de la communauté européenne* – au sens ci-dessus donc, et pas au sens du parlement européen ou du conseil des présidents et/ou premiers ministres des 27 ! - *pensent que* » ? Même question pour la « communauté française » ou la « communauté belge » ou la communauté

A supposer que le point de vue des électeurs se base sur une information critique, éclairée et contradictoire et une expression complètement libre sans la moindre pression d'autres composants, pour utiliser, sans abus de langage, le terme « *communauté internationale* », ce serait 100 % des constituants potentiels ou seulement 66 % ou seulement plus de 50,0001 % ?

Que faut-il penser de cette affirmation catégorique de feu le philosophe Alain Etchégoyen : « *Dès que nous disons le mot « démocratie » pour nommer notre mode de gouvernement qu'il soit américain, allemand ou français, nous mentons. La démocratie ne peut jamais être qu'une idée régulatrice, une belle idée dont nous baptisons promptement des pratiques très diverses. Nous en sommes loin mais encore faut-il le savoir et le dire* » Les délégués de tous les états de l'ONU, quand on sait comment beaucoup sont désignés, en pratique par « fait du prince », peuvent-ils prétendre représenter, s'il n'y a pas consultation explicite, l'avis de la majorité (à 50, 001 % ou à 66 % ?) en âge de voter de leur propre pays ? Ensemble constituent-ils logiquement et valablement la « *communauté internationale* » ?

Alors que beaucoup ignorent que, dans certains contextes, des pays intéressés par une décision achètent carrément la voix de tout petits pays en leur payant une subvention susceptible de représenter un fort pourcentage de leur budget national, fut-il écrasant, que vaut un vote obtenu de cette façon ? A fortiori quand il passe à une ou deux voix près ? Alors que parfois le veto d'un des cinq « grands » pays peut stériliser un vote ou déjà a priori en faire avorter le projet. Auquel cas la même « *communauté internationale* » ne pourrait donc pas d'exprimer et son précieux avis légitimant être connu.

C'est ainsi que quand, par exemple, les USA, l'URSS et la France et trente autres pays plus ou moins librement ont voté à New York le 29 novembre 1947 une résolution 181 qui n'était qu'une recommandation – non permise par la Charte de l'ONU - d'un plan de partage de terres pour le moins situées à l'ouest du fleuve Jourdain, s'agissait-il bien de la « *communauté internationale* ». Alors que, pour le moins les trois plus réputés pays (mais pas leurs citoyens en âge de voter) cités ci-dessus votaient « pour » avec des intentions différentes et même contradictoires *.

L'élu final d'une présidentielle a-t-il forcément annoncé dans son programme les positions qu'il ferait prendre à son représentant à l'ONU à propos d'un sujet, grave ou non, connu et à fortiori inconnu ? Et même si c'était le cas, de quelle fraction de la population en âge de voter est il réellement le mandataire, exprime-t-il le point de vue ? Surtout si certains supposés de son camp ont voté pour lui à contre cœur et d'autres du camp adverse beaucoup plus contre le candidat de leur camp qu'il n'appréciait pas que pour le gagnant.

Sur les seulement 42,674 % d'électeurs inscrits qui ont mis dans l'urne un bulletin Sarkozy, quel pourcentage estimait qu'il était vraiment celui qui « sauverait la France » ?

Que nous soyons ou non d'accord avec cet humoriste français qui, après Gandhi d'une autre manière, soulignait que ce n'est pas parce qu'ils sont nombreux à avoir tort qu'ils ont forcément raison, ne serait-il pas positif et fructueux que nous soyons (plus) nombreux à prendre conscience, en en tirant les conséquences, que, tout

comme la démocratie, ça n'existe pas et ça n'existera jamais, et ça n'a d'ailleurs jamais existé, la « *communauté internationale* », même à l'époque d'Internet ?

Alors, s'il vous plaît, qu'on cesse, au minimum au nom du respect de la logique élémentaire, sinon du respect de sa propre intelligence et de sa propre respectabilité, de nous « rengainer » à tout bout de champ avec des « *reconnaissances de la communauté internationale* ». Car qui le fait ne peut pas nous préciser honnêtement et rationnellement de quoi ou de qui il s'agit. Ni quelle est la crédibilité de ce qui n'est qu'une abstraction, un mythe, un abus de langage. Ni, donc, quelle est la légitimité incontestable de cet inexistant, de cet « ensemble vide ». Ni, par conséquent, quelle est sa base juridique et a fortiori éthique. Surtout que « reconnaître une existence matérielle ou physique », ça n'est pas forcément « reconnaître une légitimité et une respectabilité ». Il faudrait être fou pour ne pas, par exemple, reconnaître l'existence de la Chine ou de la Libye ; mais de là à estimer que les élections y sont démocratiques et que les gouvernants de ces pays sont estimables

Sauf à recueillir, et encore, l'avis éclairé de quasi tous les Terriens des deux sexes en âge légal harmonisé de voter et en pleine possession de leurs moyens intellectuels, vraiment s'il vous plaît, qu'on cesse d'abuser de cette formule « *communauté internationale* » ?

*Il est donc totalement abusif, qu'on connaisse ou non l'histoire vraie de la terre palestinienne, de prétendre que l'entité sioniste a été reconnue, en toute liberté, par la « *communauté internationale* », du moins si, comme dit, le mot « reconnu » signifie « attester de la légitimité et de l'honorabilité ».

2-4 La famille Bush, les fabricants de guerres.

Le mythe de la bonne guerre

par worldhistoria

Le 15 mai 2008, George W. Bush lors de son discours à la Knesset a fait un parallèle remarqué entre les déclarations du sénateur Neville Chamberlain concernant Hitler en 1939, et celles de Barack Obama concernant les terroristes et les extrémistes.

Bush_Polemique

Bush ... Hitler ... Bush ... Hitler ...

Il m'a fallu quelques jours pour :

* me souvenir qu'il y avait un lien,

* mettre la main sur « La guerre des Bush » d'Eric Laurent

* dépoussiérer le livre qui date de 2003, et a inspiré un documentaire en 2004 « Le monde selon Bush »

* en extraire du premier chapitre quelques morceaux choisis, que voici.

Ces extraits font suite à une introduction sur l'effort de guerre Allemand durant la 2^{de} Guerre Mondiale, soutenu par les groupes Ford, General Motors et IBM.

Extraits des pages 17 à 21 :

La guerre des Bush, selon la formule d'un observateur, « à cette époque, il existait deux races de financiers et de spéculateurs. Ceux qui comme Joe Kennedy affichaient des sympathies nazies mais ne faisaient pas d'affaires avec l'Allemagne nazie, et les autres qui n'éprouvaient pas d'engouement particulier pour Hitler mais saisissaient les opportunités ».

Visiblement Prescott Bush se rangeait dans la seconde catégorie, une zone grise où les actes sont mus par un solide apolitisme, une absence de conviction profonde et une certaine amoralité propre au monde des affaires.

...

En 1921 il épousa Dorothy Walker, la fille d'un puissant financier de Wall Street, et cinq ans plus tard il rejoignait, en tant que vice-président, la banque d'affaires que son beau-père venait de créer en partenariat avec les Harriman, ses amis d'université : W.A. Harriman and Co.

L'établissement fusionna en 1931 avec la société financière anglo-américaine Brown Brothers pour devenir la banque d'affaires la plus importante des Etats-Unis, et politiquement la plus influente.

Prescott Bush et ses partenaires avaient pris pied en Allemagne dès les années 20 en rachetant la compagnie de navigation Hambourg-America Line qui détenait la quasi-exclusivité du trafic maritime allemand vers les Etats-Unis. Il s'agissait là d'une première étape. La banque installa son antenne européenne à Berlin et élaborait de nombreux partenariats, notamment avec certains des industriels les plus puissants du pays. Au premier rang desquels Fritz Thyssen, propriétaire du groupe sidérurgique qui portait son nom. Thyssen allait publier quelques années plus tard un livre remarqué, au titre éloquent : « J'ai financé Hitler ». Véritable profession de foi envers le national-socialisme, l'ouvrage confirmait également ce qui était déjà de notoriété publique : Thyssen avait aidé le mouvement nazi dès octobre 1923, et on le qualifiait de « banquier privé de Hitler ».

Harriman and Co et Thyssen, à travers une banque qui lui appartenait aux Pays-Bas, la Bank Voor Handel, décidèrent de la création d'un établissement commun, l'union Banking Corporation. Selon les enquêteurs qui se penchèrent sur ce dossier, cette banque devait permettre de favoriser des investissements croisés, aux Etats-Unis et dans le groupe Thyssen, ainsi que dans d'autres firmes allemandes.

Le 20 octobre 1942, peu après l'entrée en guerre des Etats-Unis, l'Union Banking Corporation fit l'objet d'une saisie du gouvernement fédéral pour « commerce avec l'ennemi ». Prescott Bush était le directeur de l'établissement, et ses principaux associés et actionnaires, outre Roland Harriman, étaient trois cadres nazis, dont deux travaillaient pour Thyssen. Huit jours plus tard, l'administration Roosevelt appliqua les mêmes sanctions à l'encontre de la holland-American Trading Corporation et de Seamless Steel Equipment Corporation, toutes deux dirigées également par Bush et Harriman, et accusées de coopérer avec le Troisième Reich. Un mois plus tard, le

8 novembre 1942, une procédure identique frappa la Silesian American Corporation, une holding qui possédait d'importantes mines de charbon et de zinc, en Pologne et en Allemagne, exploitées en partie par les prisonniers des camps de concentration, « dont l'utilisation, selon un rapport, a sans aucun doute fourni au gouvernement allemand une aide considérable dans son effort de guerre ».

Prescott Bush siégeait au conseil de direction de cette firme qui avait fait l'objet de montages juridiques complexes laissant quelque peu dans l'ombre son partenaire allemand. Et pourtant, il s'agissait de l'industriel Friedrich Flick, lui aussi bailleur de fonds du parti nazi, puis plus tard du corps des SS à travers le « cercle de amis de Himmler » dont il était membre.

...

Les hommes d'affaires aiment agir mais guère se souvenir. Prescott Bush fortune faite, la page équivoque de la Seconde Guerre mondiale tournée, se présenta au Sénat. Battu en 1950 il fut élu deux ans plus tard.

Autant dire que les négociations avec le régime hitlérien, la famille Bush en a une certaine expérience.

[Le mythe de la bonne guerre](#)

par worldhistoria

Video http://www.dailymotion.com/video/x10hfx_le-mythe-de-la-bonne-guerre_politics

2-5 Henry Ford et l'antisémitisme.

[Le but du Nouvel Ordre Mondial](#)

Foncièrement antisémite et furieux de découvrir que son entreprise pourrait être affectée par ce qu'il considère indigne de forces politiques, il n'hésite pas à accuser les Juifs d'avoir déclenché la Première Guerre Mondiale. Nombreux sont les mouvements américains qui reprennent ses théories antisémites pour raviver une haine latente. Son antisémitisme s'exprime également dans ses mémoires. Dans le chapitre XVII de My Life and Work, Ford s'exprime sur les juifs américains : « Notre travail n'a pas la prétention d'avoir le dernier mot sur les juifs en Amérique.[...] Si les juifs sont si sages qu'ils le disent, ils feraient mieux de travailler à devenir des juifs américains, plutôt que travailler à construire une Amérique juive ».

Se justifiant à ce sujet, il explique dans son livre Le juif international, que pour lui l'antisémitisme n'est que le pendant de l'antigoyisme de la communauté juive.

The International Jew

Henry Ford a publié un ouvrage en quatre volumes, The International Jew, qui rassemble des articles parus dans le journal The Dearborn Independent. Une phrase dans un texte dédié à la salutare « réaction de l'Allemagne contre le Juif » illustre cet esprit soi-disant "scientifique" et dont le langage est chargé de métaphores médicales : il s'agit d'une question d'« hygiène politique », parce que « la principale source de la maladie du corps national allemand [...], c'est l'influence des Juifs ».

Dans plusieurs autres passages, les Juifs sont présentés comme un « germe » qui doit faire l'objet d'un « nettoyage ». Adolf Hitler et ses collaborateurs reprendront cette terminologie pour justifier leurs crimes. Le Juif n'est plus défini par sa religion mais par sa « race », « une race dont la persistance a vaincu tous les efforts faits en vue de son extermination ». Il faut donc réveiller chez les jeunes la « fierté de la race ».

Ford s'inspire des Protocoles des Sages de Sion, un ouvrage qui serait « trop terriblement vrai pour être une fiction, trop profond dans sa connaissance des rouages secrets de la vie pour être un faux », cité et commenté abondamment, comme preuve ultime et irréfutable de la conspiration juive pour s'emparer du pouvoir à l'échelle mondiale. Cet ouvrage est par ailleurs vivement critiqué par le Times de Londres. Il y est souvent fait référence à l'Allemagne qui est décrite comme dominée par les Juifs malgré le fait qu'il « n'y a pas dans le monde de contraste plus fort que celui entre la pure race germanique et la pure race sémite ».

Le thème de la complicité entre le judéo-bolchevisme et la finance capitaliste juive, dans une conspiration pour imposer à la planète un gouvernement mondial juif est abondamment repris par le nazisme. Trois volumes ont pour objet la place des Juifs aux États-Unis. Selon Ford, leur émigration massive d'Europe de l'Est en Amérique du Nord n'a rien à voir avec de prétendues persécutions : les pogroms ne sont que de la propagande ; il s'agit bel et bien d'une véritable invasion : le « Juif international » peut déplacer un million de personnes de la Pologne vers l'Amérique « comme un général déplace son armée ». Les Juifs sont responsables de l'introduction dans les arts de la scène aux États-Unis d'une « sensualité orientale » sale et indécente, « instillant un poison moral insidieux ».

La contribution de Ford à la propagation de l'antisémitisme va au-delà de l'imprimé. Il travaille activement à former une communauté. Au départ, réunis autour du Dearborn Independent, ces hommes constituent une force importante dans l'évolution américaine de l'antisémitisme, et inclus un grand nombre de profasciste.

Germanophile ou nazophile

À peu près à la même époque, Henry Ford est aussi le plus célèbre des bailleurs de fonds étrangers d'Adolf Hitler, et il a été récompensé dans les années 1930 pour ce soutien durable avec la plus haute décoration nazie pour les étrangers.

Cette faveur accordée par les nazis engendre une importante controverse aux États-Unis et finit par un échange de notes diplomatiques entre le gouvernement allemand et le Département d'État. Ford s'exprime à propos de cette polémique en clamant que « [son] acceptation d'une médaille du peuple allemand ne [le fait] pas, comme certains semblent le penser, entraîner aucune sympathie de [sa] part avec le nazisme ». Alors que Ford clame publiquement qu'il n'aime pas les gouvernements militaristes, il tire profit de la Seconde Guerre mondiale, en

alimentant l'industrie de guerre des deux camps : il produit, via ses filiales allemandes, des véhicules pour la Wehrmacht, mais aussi pour l'armée américaine.

Henry Ford participe à l'effort de guerre allemand avec Opel, filiale de General Motors. Des succursales de Ford implantées en Allemagne demandent réparation pour les bombardements subis. Un million de dollars est réclamé aux Américains pour les dégâts provoqués dans l'usine de Cologne. Ford demande aussi des réparations au gouvernement français. 38 millions de Francs sont versés après le bombardement de son usine de Poissy

Prochaine étape aux Etats-unis : effondrement monétaire, avec guerre civile à la clef, désintégration du système économique et financier pour arriver à la phase finale, d'un nouvel empire dirigé par "l'élite" et de la mise en place du nouvel ordre mondial.

[Le but du Nouvel Ordre Mondial](#)

par ***wearechangenice***

VIDEO : http://www.dailymotion.com/video/x90pdu_le-but-du-nouvel-ordre-mondial_news

2-6 Qui est Léon Blum.

(Lebel TSVET)

Important homme politique socialiste français descendant de juifs de Westhoffen, un petit village du Bas-Rhin, Léon Blum qui « se sentait juif et français car il pensait que l'un n'empêchait pas l'autre », a joué un rôle conséquent lors du vote de la résolution 181.

Né à Paris le 9 Avril 1872, licencié en lettres à 20 ans, puis en droit à 23 ans, il devint à ce jeune âge auditeur au Conseil d'état en décembre 1895. Comme critique littéraire nombre de ses collègues estimaient déjà qu'ils étaient inobjectif vis-à-vis des œuvres écrites par des Juifs. Même son ami Gide le trouvait partial et évoquait son sentiment que le Juif était d'une race supérieure. Adhérent en 1899 à la section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), c'est-à-dire le Parti socialiste de l'époque, il en fut un des principaux dirigeants Député de Paris en 1919 et directeur du journal Le Populaire, il fit cette édifiante déclaration le 9 Juillet en 1925 « *Nous admettons le droit et même le devoir des races supérieures d'attirer à elles celles qui ne sont pas parvenues au même degré de culture et de les appeler aux progrès réalisés grâce aux efforts de la science et de l'industrie.* ». Député de Narbonne à partir de 1929, il devint le président du conseil, c'est-à-dire chef du gouvernement français, en 1936 (Front Populaire). Après avoir été honteusement inculpé avec d'autres hommes politiques à Riom en 1942, soi-disant comme premier responsable du sous-armement français et de la défaite, par une « Justice française » pétainiste, il fut, dès l'occupation de la zone sud en 1943 livré par le président du Conseil Pierre Laval aux Allemands qui le déportèrent dans une maison à proximité du camp de Buchenwald, puis de Dachau, en étant finalement libéré par l'armée américaine. Il revint en France, avec le manuscrit d'un ouvrage « A l'échelle humaine » et garda une forte influence morale sur la SFIO. Appelé fin 1946 par son camarade Vincent Auriol, président de la République, a constitué un gouvernement, il ne recueillit pas les voix nécessaires. Il se retira en banlieue versaillaise où il mourut subitement le 30 Mars 1950. Non sans avoir donc joué un rôle capital et essentiel dans le vote « pour » quasi sine qua non du représentant de la France le 29 novembre 1947. Revendiquant on ne peut plus légitimement en soi son ascendance juive, comme bien d'autres célébrités et rabbins dans le monde mais qui n'étaient pour autant automatiquement pour cela sionistes, il fut l'objet de tant de critiques sur le plan littéraire, sociétal et politique qu'il faudrait bien des lectures pour, outre les critères antisémitisme ou « hyper-sémitisme », distinguer objectivement les médisances des calomnies. Ce qui ne manquerait vraiment pas d'intérêt vu le rôle capital que Léon Blum a joué pour les Français certes, mais aussi pour les sionistes qui, en 1943, avaient donc donné son nom à un kibboutz, ce dont il fut très fier quand il apprit à sa libération la concrétisation d'un projet sioniste antérieur à la guerre.

Car il fut en effet l'ami d'un des plus influents leaders sionistes, le scientifique juif biélo-russe, puis anglais (1910) Haïm Weizmann, découvreur de l'acétone (qui fut très utile aux Britanniques pour fabriquer les explosifs TNT de la guerre 1914-1918), alors qu'on considère que la célèbre Déclaration Balfour est un geste de reconnaissance britannique envers celui qui, fut par deux fois président de l'Organisation juive mondiale, avant de devenir, malgré ses différends avec Ben Gourion, le premier président de l'entité sioniste jusqu'à sa mort en Novembre 1952.

Alors qu'il avait prononcé une conférence inaugurale lors du conseil de l'Agence juive élargie à Zurich en Juillet 1929 à l'occasion du 16^{ième} Congrès sioniste et qu'il rencontrait Weizmann régulièrement, il est très intéressant, car révélateur, de savoir que pour parler de Léon Blum dans ses nombreux courriers tous azimuts Haïm Weizmann, afin de le « protéger », lui avait attribué, en partant du yiddish, le pseudonyme de Lebel pour Léon et de Tsvet pour Blum, soit fleur, ce qui est la traduction de blum en français. Et cet « agent français » pleinement conscient de l'être, du sionisme mondial disait « *J'ai jugé de l'empire extraordinaire qu'Haïm Weizmann exerçait sur les autres hommes par celui qu'il exerçait sur moi moi-même. Je n'ai jamais rien pu lui refuser.* ». Et il écrivit encore « *Dès le lendemain de la première guerre mondiale, il m'enrola au service de ses desseins ..C'est un grand orgueil et une grande satisfaction pour moi de penser que j'ai pu l'aider dans la difficile négociation dont dépendait la création du Home national juif* ». Par contre, quoiqu'il le rencontra au moins une fois Lebel Tsvet n'eut pas de rapports fréquents révélés avec son camarade socialiste David Ben Gourion qui, depuis sa chambre de l'Hôtel Montceau à Paris, dirigeait le sionisme et le terrorisme sioniste entre 1945-1947. Quand il apprit à New York que la France allait s'abstenir dans le vote définitif de la résolution 181, alors que chaque voix comptait, Weizmann essaya de joindre son grand et influent ami en téléphonant à Marc Jarblum

qui prévint Blum malade et au lit. Celui-ci se leva immédiatement et répondit « *Dites-lui que dans quelques heures, je vais faire ce que je dois* ».

Et effectivement le toujours hyper-influent membre de la SFIO alla trouver le présent de la république SFIO Vincent Auriol et le persuada avec des arguments qu'il serait très intéressant de connaître (venant du Français ou du Juif ?), de donner ordre, malgré l'avis contraire du ministre des Affaires étrangères Georges Bidault, à Alexandre Parodi représentant français à la jeune ONU, de voter « pour ». Pouvait-il faire moins quand, en signe de reconnaissance, avec ce kibboutz portant son nom en Palestine depuis 1943

Un nouveau vote capital qui entraîna, comme déjà l'habitude en avait été prise, le vote de la Belgique (au grand étonnement de ses deux commissions parlementaires des affaires étrangères), des Pays-Bas et du petit Grand Duché du Luxembourg dont la voix comptait autant que celle des plus peuplés et puissants pays de la planète. On peut donc dire objectivement que le Franco-juif et fier de l'être Léon Blum, et à travers lui, la France a, malheureusement et honteusement, une lourde responsabilité dans le long malheur des Palestiniens. Mais Léon Blum pouvait-il prévoir ce qui allait arriver ? Que penserait de la situation actuelle faite par les héritiers de ses chers amis d'alors en Palestine celui qui déclarait « *La révolte contre l'injustice est aussi vieille que la conscience* » ?

Les Palestiniens ont donc de vrais reproches fondés à faire à la France, d'autant plus que le Charles de Gaulle de 1945-46, contrairement à ce que pourrait laisser penser sa célèbre déclaration postérieure, n' pas non plus joué un rôle négligeable dans la création de l'entité sioniste qui existe certes, mais d'une existence illégitime puisque la Charte de l'ONU l'empêchait de voter la résolution 181 (qui n'était qu'une recommandation non prescriptive) et qu'aucune des résolutions du « Machin » ne fut respecté depuis par l'entité sioniste, même la 273 de son admission au dit impuissant machin le 11 Mai 1949.

Source essentielle « Blum » de l'avocat juif israélien Ilan Greilsammer. Grandes biographies Flammarion. Février 1996

http://www.akadem.org/sommaire/themes/politique/2/1/module_836.php

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19